



**MARDI 30 OCTOBRE 2018**

*"Économie : le patient respire encore, mais..."*

- ▶ L'enjeu n'est pas la survie de l'humanité (Didier Mermin) p.1
- ▶ Déplorer les effets et en chérir les causes – Le double jeu de la collapsologie (Piero Amand) p.4
- ▶ Ces arbres qui cachent des forêts de « greenwashing » p.8
- ▶ La facture énergétique de la tech flambe p.11
- ▶ "Pour le climat, on n'est pas prêts à faire moins d'enfants" p.14
- ▶ Climat : des scientifiques appellent à freiner l'essor démographique p.18
- ▶ La Terre a perdu 60% de ses animaux sauvages en 44 ans p.19

## SECTION ÉCONOMIE

- ▶ La Fed va paniquer... (Bill Bonner) p.23
- ▶ Préparez-vous à l'euro sans Merkel (Simone Wapler) p.26
- ▶ La Chine devant un problème existentiel . Ontologique. (Bruno Bertez) p.29
- ▶ Bienvenue dans le pire des mondes (Michel Santi) p.31
- ▶ Crise des crédits étudiants : de mal en pis p.32
- ▶ « Et 1 « populiste » de plus élu président au Brésil ! » (Charles Sannat) p.35
- ▶ A BOUT DE SOUFFLE... (Patrick Reymond) p.40
- ▶ CASINO ? CELA VEUT DIRE BORDEL EN ITALIEN ! (Patrick Reymond) p.40
- ▶ Faut-il vraiment s'acharner à sauver des entreprises zombies ? p.41
- ▶ Restons au chaud et attendons novembre (Thomas Veillet) p.43

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

## L'enjeu n'est pas la survie de l'humanité

Didier Mermin Paris, le 29 octobre 2018



Dans un [billet](#) commentant une [discussion](#) très intéressante entre [Pierre-Henri Castel](#), [Jean-Baptiste Fressoz](#) et [Paul Jorion](#), le blogueur Cédric Chevalier qualifie de « *faute éthique grave* » le fait de soutenir sans preuve que « l'enjeu » n'est pas « la survie de l'Humanité ». Voici la citation :

« Fressoz écarte aussi d'une manière qui me semble irresponsable l'enjeu de la survie de

***L'Humanité** (ou extinction c'est le même enjeu). Cette suffisance me semble une **faute éthique grave** selon moi, qui ne peut se justifier : la charge de la preuve incombe à celui « se veut rassurant ». »*

Partant du principe que le « *scénario du pire* » est suffisamment étayé par de « *fortes indications scientifiques* » pour qu'il ne soit pas nécessaire de le prouver davantage, (Cf. citation complète en annexe), il conclut que « *l'enjeu est la survie de l'Humanité* », et que penser le contraire constitue une « *faute éthique grave* ». Ces propos nous font bondir.

Comme toujours, nous acceptons le diagnostic comme « *acquis par hypothèse* », à savoir que « *la survie de l'Humanité* » est donc « *menacée* », mais c'est pour rester inébranlable dans notre absolue opposition à tout devoir tombé du ciel, qu'il s'agisse de « *l'enjeu* » ou de « *sauver la planète* ». A grand renfort de locutions mal comprises, les « *imbéciles bien intentionnés* », – pressés de s'arroger les vertus de la morale –, passent des « *faits* » au « *devoir* » comme Jésus change l'eau en vin.

Que l'on écrive : « *l'enjeu est la survie...* » ou : « *l'enjeu de la survie...* », il y a identification des termes par une copule qui « *n'est peut-être pas sans rapport avec le signe =* » : antiphrase bien sûr. Ici, la copule permet de définir « *l'enjeu* » comme étant « *la survie* », avec un « *signe =* » grand comme une enseigne de supermarché. Mais l'enjeu de quoi ? De quel jeu, de quelle entreprise, de quel but ? L'on ne voit rien d'autre que « *la survie* » elle-même, de sorte que l'enjeu de la survie est... la survie. La survie est donc le but et l'enjeu moral de la survie.

Quelle belle leçon ! En raisonnant de travers, nos « *imbéciles bien intentionnés* » ignorent qu'ils tombent dans le principe fondamental de la scientologie qui « *considère que la motivation fondamentale de la vie est la survie, elle-même étant située sur une échelle graduée allant de la mort à l'immortalité potentielle.* » C'est une « *philosophie monstrueuse* » qui dépasse tout ce que l'on a imaginé jusque-là, car, si la survie est « *la motivation fondamentale* » ou « *l'enjeu* » de la vie, alors toute autre considération éthique s'en trouve balayée. *Quid* du magnifique sacrifice d'Arnaud Beltrame que nos « *imbéciles bien intentionnés* » sont bien sûr les premiers à louer ? Ils ne réalisent pas l'embarrassante contradiction, ni le fait que notre histoire témoigne d'une lutte sans merci pour la survie de notre espèce au détriment de toutes les autres, au point que nous avons éliminé tous nos prédateurs et que nous continuons à « *écrabouiller* » les espèces survivantes. Ce triste état de fait n'étant possible que « *grâce* » à « *la survie de l'Humanité* », – qui par ailleurs ne se porte pas si mal, seulement 7 milliards de personnes –, « *l'enjeu* » **vital** serait donc de le faire perdurer ?

Mais ils font aussi une désolante erreur de logique. La survie ne peut pas être **a priori** un enjeu, et encore moins « *l'enjeu* », car elle est **condition** naturelle, **première** et existentielle pour que l'on puisse concevoir, définir et choisir un enjeu. **La survie ne se choisit pas : elle est donnée.** Et c'est précisément parce qu'elle est donnée, (avant tout le reste), qu'il est possible... de la « *mettre en jeu* » ! Mais sous forme de **sacrifice**, (bien entendu **volontaire**), car s'il est impossible de la gagner puisqu'elle est donnée, il est toujours possible de la perdre. Que nos moralisateurs n'aient pas perçu cette logique ne serait pas pour nous étonner, car ils font un **usage absurde** de cette « *notion d'enjeu* » que Cédric Chevalier croit pouvoir « *pouss[er] à sa portée la plus englobante* ».

Mais quand on fait un [usage absurde du vocabulaire](#), Onfoncedanslemur pas content. Onfoncedanslemur sort de ses gonds et bouscule tout sur son passage.

Le sens le plus vague et général d'un [enjeu](#), « *ce que l'on peut gagner ou perdre dans n'importe quelle entreprise* », présuppose trois conditions implicites.

- **L'enjeu doit avoir un rapport avec le but de l'entreprise.** Qu'une dame perde son sac à main dans le métro n'autorise pas à le considérer comme un enjeu de son déplacement.
- **L'enjeu ne doit pas se confondre avec le but de l'entreprise.** Quand un joueur mise de l'argent, son but est de gagner la mise des adversaires, pas de perdre ni de gagner la sienne. Quand [Bernard Palissy](#) sacrifie son mobilier, c'est pour reproduire une glaçure.
- **Un enjeu peut se déduire d'un but, mais pas des risques encourus.** Ce n'est pas parce qu'un [alpiniste de l'extrême](#) met sa vie en danger qu'il la met en jeu. Un risque ne peut en aucun cas impliquer un enjeu : le premier découle des faits, le second d'un choix, et de l'un à l'autre il y a toute la métaphysique.

Voyons maintenant si ces trois conditions sont satisfaites dans : « *l'enjeu est la survie de l'Humanité* » :

- La première ne l'est pas, car l'identification de l'enjeu à la survie, avec cette dernière « *faisant office* » (si l'on peut dire) d'enjeu et de but, fait disparaître un terme alors qu'il en faut deux.
- La deuxième ne l'est pas à cause de la même identification.
- La troisième non plus, puisque Cédric Chevalier se fonde sur une « *probabilité significativement différente de zéro* » que le « *scénario du pire* » soit scientifiquement « *plausible* » : il fait découler « *l'enjeu* » des risques encourus, non d'un but particulier.

Bref il a tout faux, dans les grandes largeurs et sans oral de rattrapage.

Concluons en disant que l'enjeu éthique pourrait tout aussi bien être le **sacrifice** de « *l'Humanité* », dans la ligne de la « [Révolution de l'antispécisme](#) ». Nous aurons sûrement l'occasion d'y revenir.

## **ANNEXE**

Citation complète :

*« Fressoz écarte aussi d'une manière qui me semble irresponsable l'enjeu de la survie de l'Humanité (ou extinction c'est le même enjeu). Cette suffisance me semble une faute éthique grave selon moi, qui ne peut se justifier : la charge de la preuve incombe à celui qui « se veut rassurant ». Sans cette preuve, il doit rejoindre l'inquiétude, la peur légitime de ceux qui ont de fortes indications scientifiques que le scénario du pire est tout à fait plausible (une probabilité significativement différente de zéro, vu l'enjeu existentiel, suffit à rendre l'inquiétude obligatoire pour tout qui se pique de penser). Dire « non la survie de l'Humanité, ce n'est pas l'enjeu », c'est vraiment de nature à disqualifier l'interlocuteur selon moi. J'imagine que pour un « matérialiste » comme il semble être, il ne faut néanmoins pas trop le prendre au sérieux, c'est comme s'il disait : « non la survie de mon patient n'est pas l'enjeu, l'enjeu c'est d'abaisser cette fièvre de 40°C avec une aspirine ». Il n'a peut-être pas compris de la même manière la notion d'enjeu poussée à sa portée la plus englobante. »*

---

Illustration : « [\[Livre\] Enjeux de Guerre](#) » sur [defense.gouv.fr](http://defense.gouv.fr)

Plus de publications sur Facebook : [On fonce dans le mur](#)

## Déplorer les effets et en chérir les causes – Le double jeu de la collapsologie

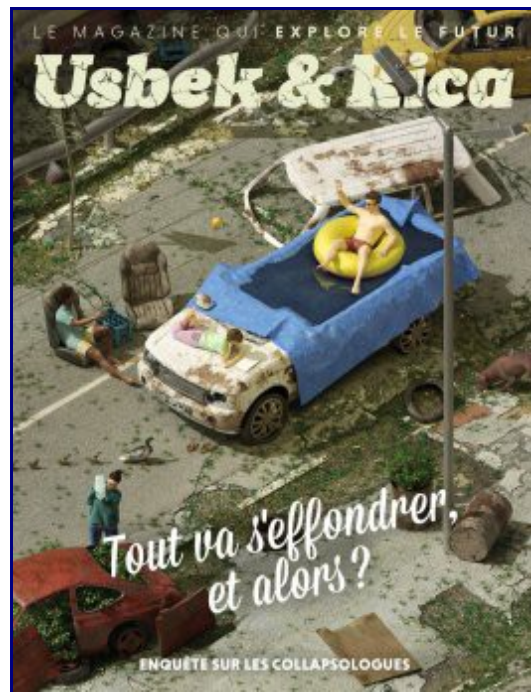
Date: 28 octobre 2018 Author: Piero Amand



*« Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes. »*  
-Bossuet

Depuis quelques mois, la collapsologie<sup>1</sup> a le vent en poupe. Magazines, podcasts, émissions de radio, journaux,... Tout le monde s'approprie les thèmes de ce nouveau courant de pensée catastrophiste, qui prétend « étudier l'effondrement de notre civilisation ».





**HORS-SÉRIE SPÉCIAL**  
**EFFONDREMENT**

Collapsologie • Dérèglement climatique  
 Extinction de masse • Crash financier  
 Fin du pétrole • Survivalisme  
 Résilience • Transitions

  
 En prévente sur **ulule**

**HORS-SÉRIE**  
**100 PAGES**  
**EN PRÉVENTE**

La collapsologie a permis, et permet à de nombreuses personnes de se rendre compte de la finitude de notre monde. Mais au final, elle ne dit rien de nouveau : si notre civilisation n'est pas durable, si elle ne respecte pas les limites écologiques de la planète, alors elle s'effondrera. Waw. Gros scoop. Enfait, cette nouvelle « discipline scientifique », qui a évidemment le mérite d'exister, entraîne souvent ses adeptes dans une spirale de dépression égocentrique, anthropocentrée et narcissique. Mais aussi schizophrénique :

– « Mon dieu ! C'est affreux, nous allons manquer de pétrole ! Ca veut dire que notre monde va s'effondrer ! »

– « Mon dieu, c'est affreux, si nous continuons à brûler du pétrole, le climat va se réchauffer !

*Et notre survie sur Terre sera menacée ! »*

Donc, d'un côté, on s'inquiète du réchauffement climatique causé en grande partie par la combustion d'énergies fossiles, et d'un autre, on s'inquiète de possibles et futures pénuries de combustibles fossiles. En gros, on veut lutter contre le réchauffement climatique, mais on veut pas manquer de pétrole.

Mais dans cette double inquiétude contradictoire, on retrouve une seule et même victime : Nous. Nous les humains. Nous les humains occidentaux qui vivons dans le confort et le luxe que nous procure le progrès technique de la civilisation industrielle. Nous les blancs, de classes moyennes et privilégiés, membres de ce fameux « 1% des plus riches de la planète ». Si le climat se réchauffe, c'est *notre* survie en tant qu'espèce qui est menacée. Si le pétrole vient à manquer, c'est *notre* monde qui est menacé.

Il m'a fallu un an pour me rendre compte de cette contradiction. Un an pour me sortir -plus ou moins partiellement- de ce cercle infernal qui m'a amené à me poser des questions existentielles, mais qui tournaient sans cesse autour de *moi*, *mon* entourage proche et *mes* confrères humains : « Comment faire pour sauver mes amis et ma famille ? », « Comment je ferai pour rendre ma famille autosuffisante en nourriture ? », « Sera-t-il encore possible de prendre l'avion pour voyager ? », « Et les magasins, quand ils seront vides, comment les gens survivront ? », « Vite, il faut se dépêcher de rendre ma famille et ma commune résilientes pour nous adapter aux chocs à venir ! »

Vous vous dites sans doute, en lisant ces lignes, que ces questions sont tout à fait légitimes. Bien sûr qu'elles le sont. Qui ne serait pas préoccupé par la survie de ses proches ? Mais pendant que l'on se demande comment survivre à la fin d'un monde basé sur des fondations artificielles comme l'accumulation sans fin de richesse matérielle, la consommation et l'industrialisation à tout va, l'exploitation de la nature au profit de quelques uns, et des valeurs individualistes et de compétition et de guerre du « tous contre tous », les autres espèces vivantes meurent par milliers, délogées de leurs habitats et exterminées car considérées comme sans importance. On s'inquiète de la disparition future -et tout de même un poil hypothétique- de notre monde moderne, alors qu'au fond, on le déteste. Une majorité de gens, est contre la déforestation, la surpêche, le braconnage, l'exploration pétrolière en Antarctique, etc. Alors pourquoi se plaindre que la source de ces problèmes disparaisse ? Car au final, les phénomènes comme l'extinction massive des espèces ou le réchauffement climatique, sont les effets d'une seule et même cause : la civilisation industrielle.

Et si on se posait la seule question qui a le mérite d'être posée : Voulons nous sauver le monde industriel et ses quelques habitants humains, ou voulons-nous sauver le monde vivant dans sa globalité ? De manière plus philosophique, on pourrait résumer ça à : le monde artificiel ou le monde naturel ? ; L'artifice ou le réel ? ; La mort ou la vie ?

La collapsologie nous dit que l'effondrement de la civilisation thermo-industrielle est inéluctable. Preuves scientifiques et chiffres à l'appui, chacun y va de sa petite prédiction : ce sera dans 10 ans pour certains, en 2030 pour d'autres. Alors que pour les collapsologues les plus aguerris, ce n'est pas une question de date, mais de période : l'effondrement sera étalé dans le temps, sans doute sur plusieurs années, voire décennies. Et c'est très probablement ce qu'il va se passer, en effet. Et alors ? On fait quoi pendant ce temps-là ? Les collapsologues répondront : « on se prépare ». Les plus optimistes d'entre eux, les *transitionneurs* ont même pour slogan : « Se préparer au pire en construisant le meilleur ».

Moi-même j'y ai adhéré, et je ne prétend d'ailleurs pas tout rejeter en bloc. Car la collapsologie m'a fait beaucoup avancer et c'est d'ailleurs ce qui m'a permis de me lancer sur le chemin de la radicalité, qui m'amène aujourd'hui à remettre en cause certains des aspects du mouvement de la transition et de l'effondrement.

Notamment ce narcissisme, ce nombrilisme. L'effondrement de la civilisation va arriver, il faut donc *nous* préparer. Qui doit « se préparer » ? Les humains qui dépendent de cette civilisation. Ceux qui ont connu les 30 glorieuses et la croissance, ceux qui ont eu accès à la démocratie, à l'énergie pas chère et abondante, et à la consommation de masse. Les bénéficiaires du « progrès », en soit. Mais pendant que cette frange de privilégiés se demande comment sauver leur peau, les bulldozers et les tronçonneuses avancent sur l'Amazonie, les pétroliers s'étendent jusqu'aux pôles pour trouver le peu d'or noir qu'il reste, l'urbanisation poursuit son cours, et la destruction des sols avec. L'agriculture industrielle balance ses poisons sur les oiseaux, les insectes et tout ce qui ne ressemble pas à ce que les supermarchés réclament. On vit en plein délire.

Au lieu de freiner la destruction de la planète et de mettre à mal les infrastructures qui en sont responsables, on angoisse sur notre sort. A l'image de ce que propose le mouvement écologiste radical [Deep Green Résistance](#)<sup>2</sup>, nous devrions plutôt commencer à nous organiser pour précipiter l'effondrement de cette civilisation mortifère avant qu'elle ne détruise entièrement ce qui compte vraiment : le monde vivant. C'est à dire toutes les formes de vie innocentes qui sont sacrifiées chaque jour, et dont le mode de fonctionnement a mis des milliards d'années à se former.

On pourrait se dire que c'est une recommandation tout à fait criminelle, puisque l'effondrement de la civilisation industrielle provoquera des morts et de la souffrance humaine. Il ne faut pas le nier. En quelque sorte, le précipiter pourrait donc aux yeux de certains faire de nous des complices de ce meurtre de masse. Voilà ce que je répondrais : L'effondrement de notre civilisation aura de toute façon lieu. Il y aura donc de toute façon des morts, et participer à cet effondrement n'engendrera pas davantage de morts.

Deuxièmement, plus on attend que l'effondrement ait lieu, plus on laisse le massacre écologique se perpétuer. C'est comme si on voyait un criminel tuer pleins de gens, sans qu'on appelle la police, tout en croisant les doigts pour qu'il se fasse arrêter par cette même police. C'est ça, se rendre complice. Non, l'effondrement n'est pas une catastrophe. C'est la civilisation industrielle, la catastrophe. C'est elle qui est responsable de la fin du monde, ici et maintenant, et pas demain.

## NOTES :

<sup>1</sup>La **collapsologie** est « l'exercice transdisciplinaire d'étude de l'effondrement de notre civilisation industrielle et de ce qui pourrait lui succéder, en s'appuyant sur les deux modes cognitifs que sont la raison et l'intuition et sur des travaux scientifiques reconnus » (Servigne & Stevens, 2015).

<sup>2</sup> » **Deep Green Resistance est une analyse, une stratégie, et une organisation unique en son genre. En tant qu'analyse, elle démontre que la civilisation est l'institution qui est en train de détruire tout type de vie sur Terre. En tant que stratégie, elle offre un plan concret qui explique comment arrêter cette destruction. Et enfin, en tant qu'organisation, DGR met en œuvre cette stratégie.** » – <https://deepgreenresistance.fr/a-propos-de-deep-green-resistance/>

# Ces arbres qui cachent des forêts de « greenwashing »

Auteur Benjamin Neimark Senior Lecturer, Lancaster Environment Centre, Lancaster University 28 octobre 2018

## Déclaration d'intérêts

*Benjamin Neimark ne travaille pas, ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'a déclaré aucune autre affiliation que son poste universitaire.*



*Planter des arbres est devenu au cours des dernières décennies un mode de compensation écologique plébiscité par les entreprises. [iDraw/Shutterstock](#)*

Nous n'imaginons pas tout ce que les [arbres font pour nous](#). Leurs racines préviennent l'érosion des sols, leur canopée nous offre de l'ombre ; leurs feuilles se décomposent en nutriments bénéfiques aux plantes qui alimentent le bétail.

Les arbres offrent aussi un habitat [pour nombre d'animaux](#) et quantité de produits [essentiels à nos modes de vie et nos économies](#), comme le caoutchouc, le café ou encore les bois durs.

[Dans le monde entier](#), ils contribuent aussi à marquer les frontières et jouent un [rôle spirituel, culturel et social](#) primordial au sein de nombreuses communautés de petits exploitants.

## Planter des arbres, une pratique en vogue

Dans les années 1980, des organisations caritatives ont commencé à proposer de planter des arbres dans le désert du Sahara, dans l'espoir d'y [stopper la « désertification »](#). Cette démarche impliquait à la fois du « reboisement » (c'est-à-dire planter des arbres à des endroits où ils ne poussaient plus depuis longtemps), et de la « reforestation » (qui consiste à remplacer un couvert forestier disparu).

Depuis, cette idée s'est répandue, et de nombreuses entreprises privées, de la [plateforme pour adultes Pornhub](#) (oui, vous avez bien lu) à la [marque de prêt-à-porter Ten Tree](#), utilisent la plantation d'arbres à des fins de marketing.

## Sauver la face ou sauver des forêts ?

Pour les entreprises, planter des arbres ou soutenir d'autres formes de restauration des habitats constitue une manière de compenser leur impact environnemental, et ainsi de [payer les dommages](#) qu'ils causent par leurs activités. Face à l'aggravation du changement climatique, planter des arbres apparaît ainsi comme un moyen privilégié pour [capter le dioxyde de carbone](#) que nous continuons à rejeter dans l'atmosphère.

Les Nations unies elles-mêmes ont mis en place des systèmes offrant aux communautés locales et aux gouvernements une forme d'aide financière pour les encourager à [préserver les arbres de la déforestation](#). Certaines grandes firmes ont ainsi intégré cette [économie de réparation](#) aux engagements de leur politique de responsabilité sociale.



*La plantation d'arbres au Sahara repose davantage sur les efforts des communautés locales que sur ceux des entreprises. [Niels Polderman/Shutterstock](#)*

## L'indispensable implication des communautés locales

Parmi les programmes existants, une ONG kényane de conservation baptisée [Green Belt Movement](#) a été lancée par la défunte Wangari Maathai, prix Nobel de la paix 2004.

À l'origine, la mission de Wangari Maathai avait pour but de permettre aux habitants locaux, en particulier les femmes, de gagner en autonomie et de surmonter les inégalités en restaurant la forêt et en [résistant à l'expansion du Sahara](#).

Malgré l'implication des sociétés et des organisations caritatives, les études ont montré que les [contributions les plus essentielles](#) à ce type de programmes étaient celles des agriculteurs et des habitants locaux, et non celles des entreprises.

Dans la mesure où les communautés sont les premières responsables des arbres plantés sur leurs terres, il est essentiel que les projets conçus par des organismes extérieurs soient pensés et mis en œuvre de manière judicieuse et dans l'intérêt des habitants.

## Ne pas confondre plantations et forêts

Si certains considèrent que ce système est gagnant-gagnant pour l'environnement,

indépendamment de qui le met en œuvre, la compensation ne consiste en réalité en rien d'autre qu'une nouvelle forme de greenwashing utilisée par les entreprises.

Or les dommages environnementaux causés à un endroit ne seront jamais annulés par des réparations, parfois menées à l'autre bout du monde.

Plus grave, la plantation d'arbres, lorsqu'elle est effectuée sans discernement, peut causer davantage de mal que de bien.

Certaines forêts, à la biodiversité très riche, sont rasées à des fins agricoles ou industrielles, puis remplacées par des plantations d'une seule et même espèce, souvent choisie pour ses rendements rapides.

Or une forêt tropicale peut prendre jusqu'à 65 ans pour repousser. Et des parcelles de forêt plantées en monoculture dans le cadre d'une reforestation ne pourront jamais présenter une biodiversité aussi riche.

### **Peu pertinent écologiquement**

Au cours d'un processus de reforestation ou de reboisement, des décisions doivent être prises quant aux essences que l'on s'apprête à replanter : natives ou exotiques, polyvalentes ou à croissance rapide, forêts qui se régénèrent naturellement ou non. Or de tels choix, essentiels, font parfois l'objet de mauvaises évaluations, notamment dans la sélection des espèces.

L'eucalyptus constitue ici un exemple édifiant. Souvent choisi pour sa croissance éclair et sa rentabilité économique, cet arbre est généralement planté sur des terres où il est totalement exotique et qui ne sont pas aptes à l'accueillir. Requérant des quantités d'eau considérables, il assèche alors les nappes phréatiques et entre en compétition avec les espèces locales.

En Europe, le remplacement des chênes natifs à larges feuilles par des conifères à croissance rapide a entraîné une augmentation de 10 % du couvert forestier sur le continent par rapport à l'ère pré-industrielle. Ces nouveaux arbres absorbent toutefois nettement moins bien le carbone que les espèces originelles. En revanche, ils capturent plus efficacement la chaleur, intensifiant ainsi les effets du réchauffement climatique. Replanter des arbres à l'aveugle peut donc, de toute évidence, être la source de nouveaux problèmes.

Au fil de leur longue croissance, les arbres nécessitent une attention continue. Or les systèmes de reforestation et de reboisement consistent bien souvent à planter et à s'en aller – sans que des ressources ne soient investies pour l'entretien de ces jeunes arbres. Particulièrement vulnérables aux maladies et à la concurrence pour la lumière et les nutriments, ils sont alors susceptibles de mourir rapidement.



*Des arbres nouvellement plantés peuvent nécessiter entre 3 à 5 années d'arrosages fréquents pour survivre. [A3pfamily/Shutterstock](#)*

### **Les arbres, objets politiques**

Lorsque [des États ou des acteurs privés](#) choisissent des lieux où replanter des arbres, ils le font souvent sans consulter les communautés locales – en ignorant donc le droit foncier traditionnel et la manière dont sont gérées les terres. Or ces sites sont parfois en jachère, ou utilisés par les communautés à diverses fins économiques, culturelles ou spirituelles.

Commettre l'erreur de planter sur de tels sites risque d'[exacerber les tensions](#) au sujet des terres et d'encourager un désintérêt pour ces arbres et leur entretien. Dépossédés, les habitants se dirigeront alors vers d'autres espaces forestiers, qu'ils raseront pour cultiver.

Dans certaines communautés, les droits d'occupation ne sont par ailleurs pas détenus par un ménage mais répartis entre hommes et femmes. Ce type de détail est également à prendre en compte avant de planter, pour éviter de créer des tensions au sujet de la propriété des terres au sein des communautés.

S'il est peu étonnant que les arbres intéressent l'économie verte, cela ne signifie pas forcément que les planter soit écologique ou utile à l'harmonie sociale. Laisser les arbres repousser naturellement n'est pas non plus toujours efficace, s'ils ne sont pas en mesure de survivre sans intervention extérieure. L'implication de la communauté est donc cruciale.

Pour que la plantation d'arbres ait vraiment du sens, il faut la penser intelligemment en amont. Ce qui signifie consulter les populations locales, choisir judicieusement les espèces, respecter les droits de propriété sur ces arbres, leurs fruits et la terre sur laquelle ils poussent.

Il s'agit aussi d'identifier des responsables pour l'entretien de ces nouvelles plantations. Pour les entreprises, il est donc question d'accompagner les communautés qui héritent de leurs plantations, et pas juste de verdir leur image.

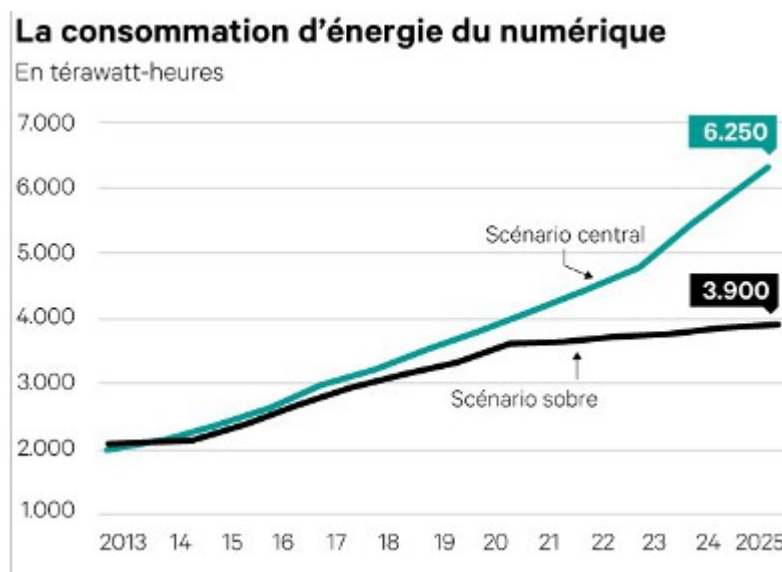
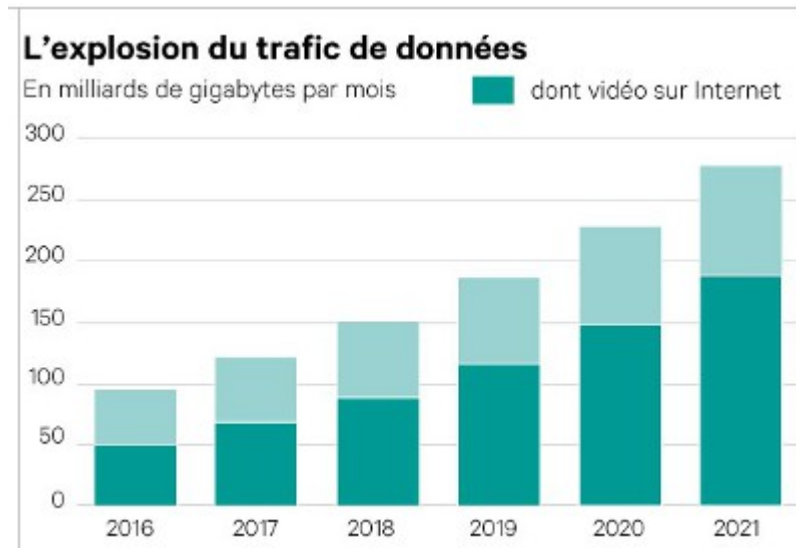
## **La facture énergétique de la tech flambe**

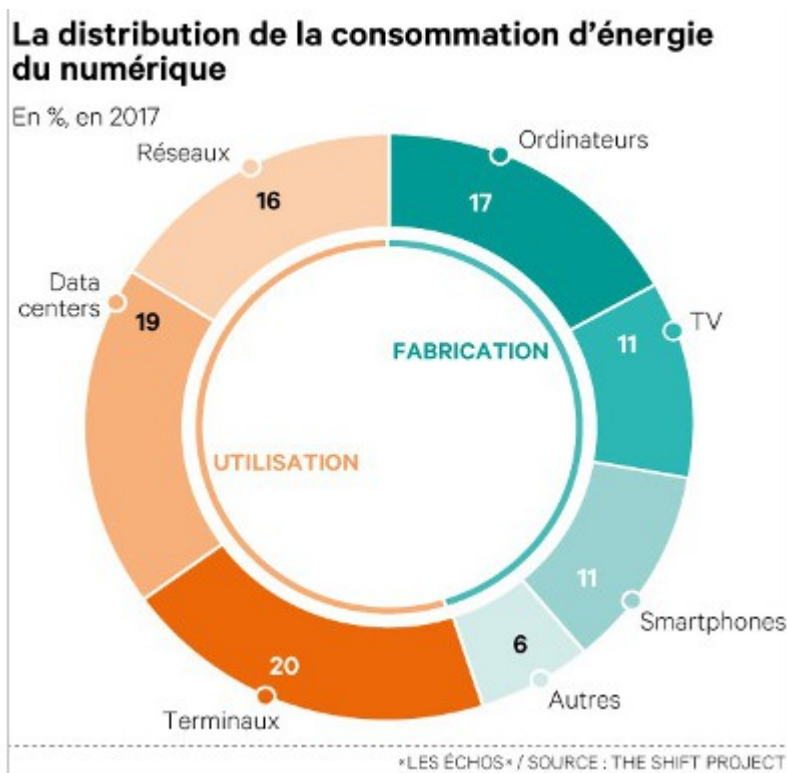
**Sebastien Dumoulin Le 08/10 2018 Les Echos.fr**

Les data centers représentent un cinquième de la facture énergétique de la tech. L'explosion du trafic de données y surpasse les gains d'efficacité énergétique. - Jason Alden/Bloomberg

**La tech produit déjà plus de gaz à effet de serre que le transport aérien civil. La consommation énergétique du numérique progresse de 9 % par an. Un rapport préconise de la limiter à 1,5 %.**

La planète brûle et nous regardons nos smartphones. C'est en quelque sorte le constat désolé d'un panel de scientifiques du CNRS, de l'Inria, etc. réunis au sein du think tank The Shift Project.





Dans leur rapport intitulé « [Pour une sobriété numérique](#) », ils mesurent la consommation énergétique de nos ordinateurs, smartphones, box Internet... et des infrastructures qui leur permettent de fonctionner (réseaux fixes et mobiles, data centers). Et le tableau est alarmant.

Alors que la consommation mondiale d'énergie progresse de 1,5 % par an, celle du numérique suit une tout autre trajectoire : + 9 % ces dernières années. En suivant cette pente, la facture énergétique pourrait quasiment doubler à l'horizon 2025.

### Quatre milliards de smartphones

La première raison de cette explosion est la multiplication des terminaux. Le parc de smartphones a plus que doublé ces cinq dernières années pour dépasser les 4 milliards d'unités. Dans les pays en développement, la population s'équipe. Dans les économies avancées, les gens changent de téléphone tous les deux ans, voire moins.

Et de nouveaux périphériques arrivent constamment sur le marché : montres connectées, enceintes intelligentes... Selon une étude GSMA de 2015, un foyer de quatre personnes dans un pays développé disposera de 50 gadgets connectés (caméras, alarmes, thermostats, ampoules...) en moyenne dans cinq ans.

### Voracité des data centers

Les consommateurs, même l'oeil rivé sur leur propre facture d'électricité, ne voient pas l'étendue des dégâts. A chaque utilisation d'un gadget connecté, c'est du trafic pour le réseau et des opérations dans les data centers. De quoi multiplier la facture énergétique par presque trois.

Certes, les géants du secteur rivalisent d'inventivité pour faire baisser la consommation de leurs fermes de serveurs. [Microsoft en a même immergé un](#) dans les eaux écossaises pour optimiser

le refroidissement des armoires informatiques. Mais cela ne suffit pas à compenser l'augmentation du volume d'informations à traiter : +35 % par an.

Et même une fois ces coûts du transport et du traitement de l'information intégrés, cela ne représente toujours que la moitié de l'impact final. Car 45 % de l'empreinte énergétique du numérique est lié à la phase de production. « *La 'dématérialisation' est une expression délétère, fustige Jean-Marc Jancovici, le président de The Shift Project. Les utilisateurs d'ordinateurs oublient qu'il a fallu les fabriquer. Et lorsque l'on téléphone, personne ne pense qu'il a fallu auparavant envoyer une fusée Ariane dans l'espace et poser des câbles au fond des océans.* »

### **Empreinte carbone démultipliée**

La folle croissance des usages numériques joue un rôle de plus en plus fort dans le dérèglement climatique, selon les scientifiques. Toujours plus de données, sur toujours plus de terminaux, toujours plus gourmands. L'empreinte carbone d'un iPhone X est ainsi plus de trois fois celle d'un iPhone 4.

Et alors que le secteur ne représentait que 2,5 % des émissions de gaz à effet de serre mondiales il y a cinq ans, il pèse désormais 3,7 % - davantage que le transport aérien civil. Et menace d'approcher les 8 % en 2025 - l'équivalent des émissions actuelles des véhicules légers (auto, moto...).

Pour éviter une fuite en avant, les auteurs du rapport invitent à la modération. Leur trajectoire « sobre » limite à 1,5 % par an la hausse de la consommation du secteur. « *Il ne s'agit en aucun cas de museler la transition numérique* », plaident-ils. Dans leur scénario, la croissance du trafic reste très élevée (+17 % dans les data centers, +25 % sur les réseaux mobiles) et les achats de terminaux soutenus (1,5 milliard de smartphones vendus en 2025, soit le niveau de 2017).

« *Cela reste une sobriété relative* », souligne Jean-Marc Jancovici, qui ne peut s'empêcher d'aller un cran plus loin. « *Compte tenu du prix à payer sur l'environnement, doit-on encourager l'explosion du trafic ? A-t-on vraiment besoin de la 5G ? La question est légitime.* »

Un geste pour sauver la planète

**"Pour le climat, on n'est pas prêts à faire moins d'enfants"**

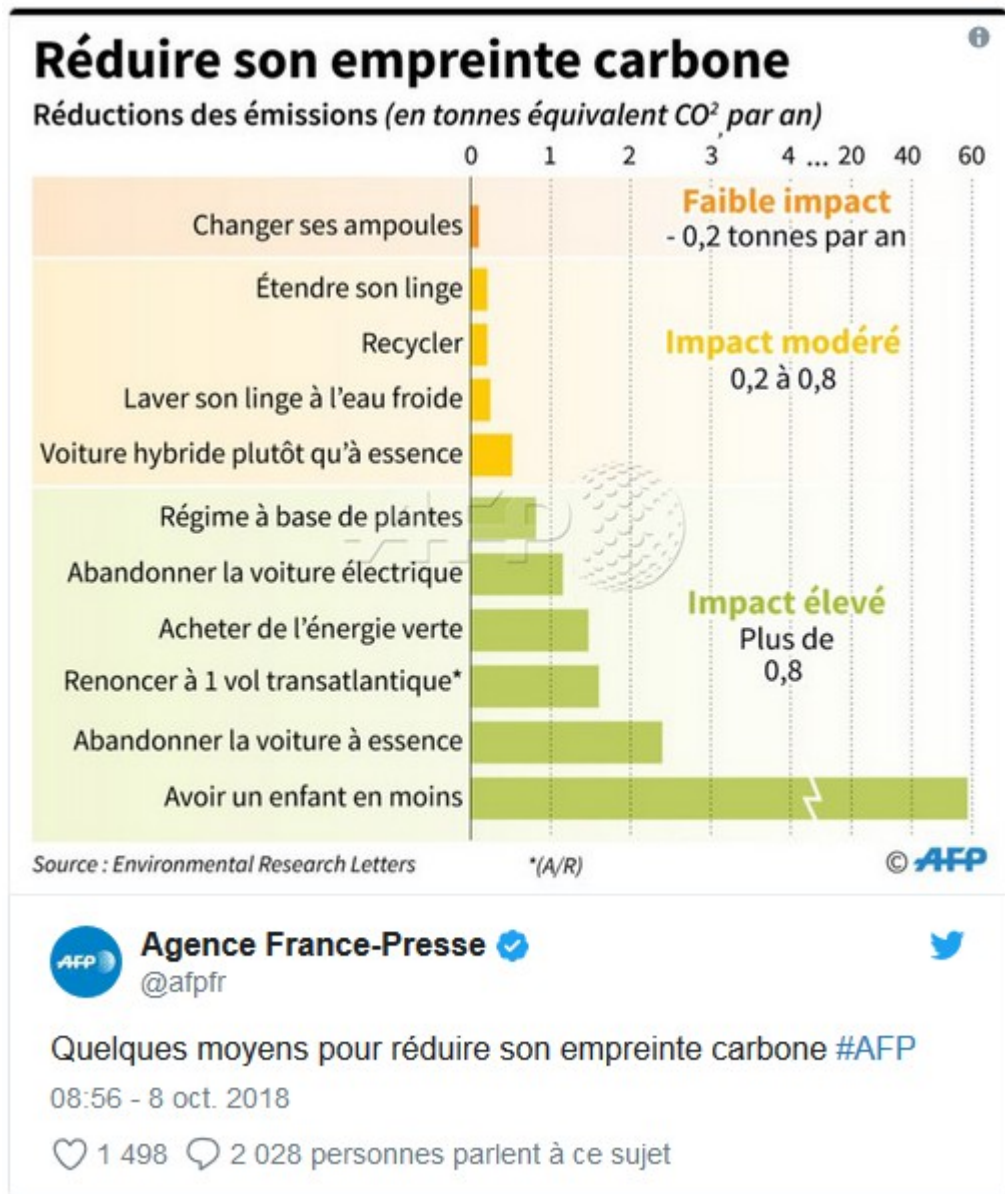
Par [Anna Benjamin](#), publié le 10/10/2018 [L'express.fr/](#)



*Selon Yves Cochet, les individus ne sont pas prêts à réduire leur liberté individuelle d'enfanter pour sauver la planète. Et pourtant... [afp.com/MEHDI FEDOUACH](http://afp.com/MEHDI FEDOUACH)*

**Pour l'écologiste Yves Cochet, la croissance démographique représente une menace écologique imminente.**

*Faut-il arrêter de faire des enfants pour lutter contre le réchauffement climatique ? Lundi, l'agence France presse (AFP) a déclenché un vif débat après la publication sur Twitter d'une infographie présentant des moyens de réduire notre empreinte carbone en fonction de leur efficacité. Loin devant les autres, "avoir un enfant de moins" est présenté comme la solution qui aurait le plus grand impact sur les émissions de CO2. La décision d'enfanter étant mise sur le même plan que des actes banals, tel qu'abandonner sa voiture à essence ou son sèche-linge.*



Ce graphique est en fait tiré des résultats d'une étude publiée dans la revue *Environmental Research Letters*, qui, à chaque fois, provoque la polémique. Pourtant, ce n'est pas la première fois que la croissance démographique est considérée comme un levier pour freiner la dégradation de l'environnement. En France, l'idée a trouvé écho chez l'écologiste Yves Cochet, ex-député Vert, qui se présente comme un penseur du néo-malthusianisme, cette doctrine hostile à l'accroissement de population inspirée par l'économiste Thomas Malthus.

**Ce graphique de l'AFP suscite de vives réactions. Pensez-vous également que le salut de la planète passe par l'incitation à avoir moins d'enfants ?**

C'est un sujet extrêmement sensible, car la démographie a toujours été considérée comme un choix intime de la famille. Mais on se demande depuis longtemps comment faire pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Certes, il y a des solutions d'ordre politique, économique,

agricole. Pourtant, à l'échelle individuelle, c'est le comportement des 7 milliards d'habitants de la planète qui fait que l'on peut plus ou moins agir sur ces émissions.

Ce graphique montre qu'il y a des actions qui ne servent pratiquement à rien, à part se donner bonne conscience : étendre son linge, changer une ampoule, ou même le recyclage. Tout ça est dérisoire. Mais si l'on veut être sérieux, il faut aborder les changements les plus importants. Et, c'est bien le fait de choisir de ne pas avoir un enfant de plus qui est l'éco-geste le plus efficace.

**Mais le problème est-il vraiment d'avoir enfant ou plutôt le monde dans lequel il vit ?**

Les deux importent. Si l'on regarde les 200 pays du monde, tout le monde n'a pas le même impact sur l'empreinte écologique. Un enfant américain attribue 9500 tonnes d'équivalent CO2 à chacun de ses parents. Un enfant bangladais, seulement 56 tonnes, un enfant chinois, 1500 tonnes. Le niveau de vie de notre société compte effectivement beaucoup.

**Ne faudrait-il donc pas changer les habitudes de consommation si, comme vous l'affirmez, les habitudes de consommation influent sur les émissions de gaz à effet de serre ?**

Je veux bien, mais cela veut dire qu'il faut abandonner les smartphones, les voitures, Internet, renoncer aux vols aériens, manger vegan... Les gens ne sont pas prêts à ces sacrifices. Faites un programme électoral avec toutes ces mesures. Vous ferez moins de 1%.

**C'est pour cette raison que vous vous prononcez pour une limitation des naissances ?**

Oui ! Et encore plus en Europe et aux [Etats-Unis](#) qu'ailleurs. Contrairement à l'idée répandue que c'est en Afrique qu'ils font beaucoup d'enfants et que cela est un problème, c'est évidemment chez nous qu'il faut avoir une politique de planification familiale anti-nataliste.

**De quelle manière ?**

En inversant l'échelle des allocations familiales. Actuellement, en France, quand vous avez un enfant vous percevez zéro euro. Et plus vous avez d'enfants, plus vous touchez d'allocations. Il faudrait faire le contraire : créer une vraie allocation au premier enfant, et la diminuer à chaque enfant supplémentaire.

**Mais faire un enfant reste un droit individuel fondamental ?** Non, c'est un enjeu politique. C'était un choix éthique et une liberté au XVIIIe siècle. Ce n'est plus le cas. Je ne suis pas pour une politique éco-fasciste à la chinoise où avoir deux enfants pouvait vous emmener en prison. Mais pour que l'incitation à avoir beaucoup d'enfants n'existe plus. Et surtout qu'il puisse y avoir un débat sur le sujet. Aujourd'hui, ce sujet reste tabou.



*Yves Cochet, en 2013 lors d'un congrès des Verts à Caen.*

## **Climat : des scientifiques appellent à freiner l'essor démographique**

Par Europe1 .fr avec AFP , le 09 octobre 2018



*La population mondiale est d'environ 7,6 milliards d'habitants aujourd'hui. @ LILLIAN SUWANRUMPHA / AFP*

**Dans une tribune publiée dans le Monde, ces scientifiques appellent à une réduction de l'accroissement démographique, sous peine de se diriger vers "une catastrophe pour notre planète".**

Des scientifiques appellent mardi à "freiner la croissance de la population" pour lutter contre [les changements climatiques](#), estimant que démographie et environnement sont des sujets "indissociablement liés", dans [une tribune publiée par Le Monde](#). "Ces dernières semaines, depuis la démission de Nicolas Hulot (du ministère de la Transition écologique), les manifestes et articles dans les journaux se multiplient pour tirer la sonnette d'alarme et appeler les pouvoirs publics à engager une action vigoureuse et immédiate en faveur de l'environnement", constatent la vingtaine de scientifiques et chefs d'entreprises signataires.

"Mais il est frappant de constater que la croissance démographique est la grande absente", poursuivent-ils. "On fait comme si démographie et environnement étaient deux sujets séparés, alors qu'ils sont indissociablement liés."

**"On ne pourra pas faire l'impasse sur une réduction de l'accroissement de la population mondiale"**. Des efforts doivent être faits pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, en particulier dans les pays développés, reconnaissent-ils. "Mais on ne pourra pas faire l'impasse sur une réduction importante de l'accroissement de la population mondiale : c'est la transition démographique, non achevée dans bien des régions du monde", plaident-ils, faute de quoi une "véritable catastrophe pour notre planète" pourrait se produire.

La population mondiale est d'environ 7,6 milliards d'habitants aujourd'hui, contre 2,6 milliards en 1950, selon l'ONU et devrait grimper à 8,6 milliards en 2030, 9,8 en 2050 et 11,2 en 2100 selon les projections des Nations unies, avec une croissance concentrée sur l'Afrique.

**Financer des programmes de contraception.** Pour les signataires, il convient de financer des programmes de planning familial et de contraception, notamment en Afrique, ainsi que de "favoriser le développement économique des régions pauvres à forte natalité" en particulier à travers l'éducation des femmes. En 2017, la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cedeao), le Tchad et la Mauritanie ont affirmé leur volonté de faire baisser leur démographie.

La France et l'Europe doivent aider "ces courageux États africains à mettre en place leur programme de baisse de la fécondité", selon cette tribune. Cet appel est signé notamment par Bruno David, président du Museum national d'histoire naturelle, le physicien Christian Bordé ou encore Marie-Lise Chanin, de l'Académie des sciences.

## **La Terre a perdu 60% de ses animaux sauvages en 44 ans**

**Catherine Hours - Agence France-Presse à Paris Le Devoir.com**

Mammifères, oiseaux, poissons... sous la pression de l'homme, la Terre a vu ses populations de vertébrés sauvages décliner de 60 % entre 1970 et 2014, annonce le Fonds mondial pour la nature (WWF) dans un bilan plus alarmant à chaque édition.

« Préserver la nature ce n'est pas juste protéger les tigres, pandas, baleines, que nous chérissons », souligne le directeur du WWF, Marco Lambertini. « C'est bien plus vaste : il ne peut y avoir de futur sain et prospère pour les hommes sur une planète au climat déstabilisé, aux océans épuisés, au sol dégradé et aux forêts vidées, une planète dépouillée de sa

biodiversité ».



*Photo: Tony Karumba Agence France-Presse. Le déclin de la faune concerne tout le globe, avec des régions particulièrement affectées, comme les Tropiques.*

Le déclin de la faune concerne tout le globe, avec des régions particulièrement affectées, comme les Tropiques, selon le 12<sup>e</sup> rapport *Planète vivante*, publié mardi avec la Société zoologique de Londres et basé sur le suivi de 16 700 populations (4000 espèces).

Le 10<sup>e</sup> rapport faisait état de -52 % entre 1970 et 2010. Rien ne semble freiner l'effondrement des effectifs, à -60 % désormais.

La zone Caraïbe/Amérique du sud affiche un bilan « effrayant » : -89 % en 44 ans. Les zones Amérique du nord et Groënland s'en sortent un peu mieux, avec une faune à -23 %. La vaste zone Europe, Afrique du nord et Moyen-Orient est à -31 %.

Explication première, la perte des habitats, avec l'agriculture intensive, l'extraction minière, l'urbanisation... qui poussent à la déforestation, à l'épuisement ou à l'artificialisation des sols.

Au Brésil, qui vient d'élire un président dont le programme n'évoque ni la déforestation ni le réchauffement, la forêt amazonienne rétrécit toujours plus, comme la savane du Cerrado, au profit du soja et de l'élevage bovin.

Mondialement, seuls 25 % des sols sont exempts de l'empreinte de l'homme ; en 2050 ce ne sera plus que 10 %, selon les scientifiques de l'IPBES (le « GIEC de la biodiversité »).

S'ajoutent à cela surpêche, braconnage, pollutions, espèces invasives, maladies, dérèglement climatique...

### « Notre chance »

« La disparition du capital naturel est un problème éthique, elle a aussi des conséquences sur notre développement, nos emplois, et on commence à le voir », souligne le DG du WWF France Pascal Canfin.

« On pêche moins qu'il y a 20 ans car le stock diminue. Le rendement de certaines cultures commence à baisser ; en France celui du blé stagne depuis les années 2000 », dit-il : « Nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis ».

Les « services rendus par la nature » (eau, pollinisation, stabilité des sols, etc.) ont été estimés

par des économistes à 125 000 milliards de dollars annuels, soit une fois et demi le PIB mondial.

Chaque année, le « jour du dépassement » avance, ce jour à partir duquel le monde a consommé toutes les ressources que la planète peut renouveler en un an. En 2018 c'était le 1er août.

Et pourtant « l'avenir des espèces semble ne pas retenir suffisamment l'attention des dirigeants », s'alarme le WWF pour qui il faut « relever le niveau d'alerte », provoquer un vaste mouvement comme ce fut le cas pour le climat. « Que tout le monde comprenne que le statu quo n'est pas une option ».

Un combat d'autant plus gratifiant que les efforts peuvent payer vite, comme l'a montré le retour du tigre au Népal, du thon rouge de l'Atlantique ou du saumon de la Loire...

« Nous sommes la première génération à avoir une vision claire de la valeur de la nature et de notre impact sur elle. Nous pourrions aussi être la dernière à pouvoir inverser la tendance », prévient le WWF, qui appelle à agir d'ici 2020, « un moment décisif dans l'histoire », « une fenêtre sans précédent qui se refermera vite ».

Cette année-là les États seront appelés à renforcer leurs engagements pour réduire les gaz à effet de serre, et aussi à s'accorder pour protéger la nature lors d'une conférence spéciale à Pékin — avec pour objectif « zéro perte nette de biodiversité en 2030 », souhaite le WWF.

« Nous devons passer urgemment à une société neutre en CO2, renverser la perte de nature — via la finance verte, les énergies propres, une autre production agroalimentaire — restaurer suffisamment de sols et d'océan », liste Marco Lambertini. « Peu de personnes ont eu la chance de participer à de vraies transformations historiques. C'est notre chance ».

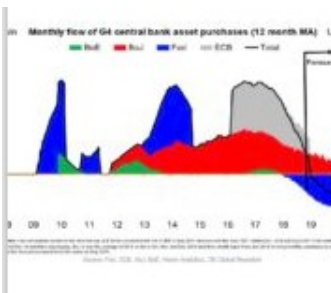
## SECTION ÉCONOMIE



### **C'est la pire bulle spéculative sur les marchés depuis 1929 et elle va exploser**

Publié le 29 octobre 2018 à 15:00:56 / 2 commentaires / 1 638 vues

« C'est la pire bulle spéculative sur les marchés depuis 1929 et elle va exploser », c'est sous ce titre d'article que Sylvie Matelly, directrice adjointe de... Lire la suite



### **Préparez-vous à une plus grande instabilité... La fin du Q.E mondial aura d'importantes conséquences sur les marchés mondiaux !**

Publié le 29 octobre 2018 à 18:45:49 / 0 commentaire / 1 246 vues

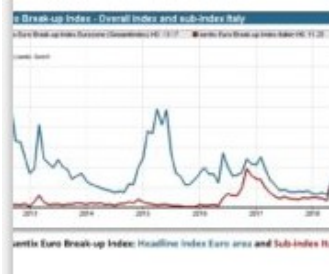
Selon l'économiste en chef d'Allianz, Mohamed Aly El-Erian, nous devons nous préparer à une plus grande instabilité... La fin du Q.E mondial aura... Lire la



## Charles Gave: "A part déclencher des bulles et des krachs, les taux d'intérêt bas n'ont jamais créé de croissance. C'est une politique monétaire débile !!"

Publié le 29 octobre 2018 à 17:30:00 / 1 commentaire / 1 300 vues

Charles Gave: "Alors l'idée de Wicksell est assez simple.... Si vous maintenez les taux d'intérêt trop bas, alors ce qui se passe c'est que les... Lire la suite



## Warning: L'indice Sentix mesurant le risque de dislocation de la zone euro (Euro Break-up index) a fortement augmenté !!

Publié le 30 octobre 2018 à 10:00:09 / 0 commentaire / 606 vues

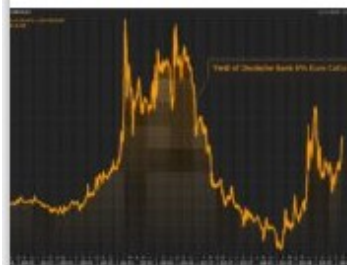
Le différend sur le projet de budget de l'Italie a ravivé les craintes des investisseurs quant à l'éclatement de la zone euro. L'indice Sentix mesurant... Lire la suite



## Brésil: la fin du miracle économique

Publié le 30 octobre 2018 à 07:00:59 / 3 commentaires / 660 vues

La campagne bat son plein au Brésil. L'élection de Jair Bolsonaro, le leader d'extrême droite, serait un tournant pour le pays. Comment expliquer une telle... Lire la suite



## L'obligation perpétuelle de la Deutsche bank vient d'atteindre plus de 8%

Publié le 29 octobre 2018 à 20:14:17 / 1 commentaire / 1 049 vues

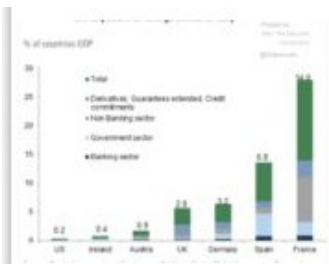
L'obligation perpétuelle de la Deutsche bank de type co-co (Contingent Convertible) 6% en euro, vient d'atteindre plus de 8%. Rappelons que la semaine dernière,... Lire la suite



## Rebond des marchés: un feu de paille ?

Publié le 29 octobre 2018 à 13:30:14 / 3 commentaires / 749 vues

Alerte sur les marchés ! Sur un mois glissant, le CAC 40 perd près de 10%, tout comme le SBF 120. Le CAC mid et small cède quant à lui plus de 11%. Faut-il commencer à... Lire la suite



## L'exposition des banques françaises à l'Italie représente 14% du PIB français !!

Publié le 29 octobre 2018 à 12:00:00 / 2 commentaires / 659 vues

L'exposition des banques françaises à l'Italie représente 14% du PIB français !! Ouch ! L'exposition totale des banques françaises à l'Italie... Lire la suite

# La Fed va paniquer...

Rédigé le 30 octobre 2018 par [Bill Bonner](#)



*Pour Trump, qui confond bulle et prospérité, tout ralentissement économique sera imputable à la Fed. Mais cette dernière devrait bientôt renoncer à toute normalisation.*

Une confrontation fabuleusement frauduleuse est en train de se mettre en place...

D'un côté se trouve Donald J. Trump, qui prétend avoir déjà « rendu sa grandeur à l'Amérique » et accusant la Fed d'avoir ruiné son bel ouvrage. Il veut que la Fed baisse les taux, au lieu de les augmenter.

De l'autre se trouve la Fed elle-même, qui prétend être l'architecte et créateur de cette incroyable économie et souhaite désormais la guider vers la perfection. Elle croit qu'elle « normalise » l'économie en augmentant graduellement les taux.

Qui a raison ?

Ah cher lecteur... vous avez deviné, n'est-ce pas ? Ils se trompent tous les deux.

D'abord parce que l'économie américaine n'est pas « belle ». C'est un vilain pétrin, dangereux et malhonnête.

Ensuite parce que tant Trump que la Fed sont à blâmer pour avoir fait d'elle ce qu'elle est.

Troisièmement parce que Le Donald n'a pas besoin de s'en prendre à la Fed. Ils sont dans la même équipe — manipulant activement l'économie à leur propre avantage et aggravant encore la situation.

## **La grandeur de la bulle, pas de l'Amérique**

Si les deux pouvaient être traduits en justice devant un juge honnête, et correctement accusés d'une combinaison de fourberie, fraude et négligence, les deux feraient de la prison... et la Fed aurait la sentence la plus lourde.

La banque centrale américaine complot pour falsifier les marchés — et transférer la richesse vers l'élite financière — depuis trois décennies.

M. Trump avait raison durant sa campagne présidentielle. La Fed, avait-il accusé, a créé « une grosse bulle bien moche ». Une fois en poste, il aurait dû immédiatement remplacer Janet Yellen par un banquier honnête de type Paul Volcker.

Au lieu de cela, il a laissé les scélérats en place et s'est attribué le mérite de la bulle.

Ensuite, à mesure que les marchés grimpaient et que le chômage baissait, il a doublé son pari... parlant de « son » économie et affirmant qu'il avait « déjà rendu sa grandeur à l'Amérique »

grâce à sa baisse d'impôts, ses augmentations de dépenses et ses autres initiatives.

Évidemment, les réductions d'impôts et les augmentations de dépenses ont flatté les chiffres du Donald (« ses » chiffres).

On peut quasiment toujours se payer une petite hausse en dépensant de l'argent qu'on n'a pas. Mais à moins d'investir dans quelque chose qui dégagera un profit, on perd simplement du temps et de l'argent... tout en aggravant la situation.

### **Des dépenses qui ne rapportent rien**

Nous avons lu la semaine dernière que la moitié de la croissance supplémentaire durant les années Trump (à ce jour) provient d'un accroissement des dépenses gouvernementales — principalement militaires.

Inutile de vous le dire, cela n'a aucune chance de rapporter quoi que ce soit. Les Etats-Unis pourraient se protéger avec une fraction de ce qu'ils dépensent actuellement pour leur « défense ». Donner de l'argent supplémentaire au Pentagone revient à souffler dans un violon.

Un autre coup de pouce temporaire est en fait une conséquence inattendue de la guerre commerciale de M. Trump.

En anticipation de la hausse des taxes douanières, les importateurs ont avancé leurs commandes afin d'éviter les taxes supplémentaires. Cela a approfondi le déficit commercial avec la Chine, mais a augmenté la consommation... pendant un temps.

L'année prochaine, nous devrions voir l'effet opposé, les commandes chutant tandis que les stocks déclinent.

Quant aux baisse d'impôts, si on ne les compense pas par une réduction des dépenses, elles ne font que transférer le fardeau du gaspillage gouvernemental vers les marchés du crédit et les futurs contribuables.

Sans le soutien de la Fed (qui a arrêté d'acheter de la dette gouvernementale), le gouvernement devra demander du crédit au marché privé, ce qui fera grimper les taux d'intérêt.

C'est en partie pour cela que les taux immobiliers ont déjà dépassé les 5%. Selon nos calculs, les ménages perdent autant (à cause de la hausse des taux) qu'ils gagnent grâce à la baisse des impôts.

Des taux plus élevés ralentissent aussi l'économie tout entière. CNN nous en dit plus :

*« Les hausses de taux mettent déjà les entreprises sous pression... »*

*Les ventes de voitures et de maisons ont déjà calé ces derniers mois en dépit d'une confiance élevée des consommateurs et d'un chômage bas.*

*Les ralentissements ont été nourris au moins en partie par les efforts de la Réserve fédérale d'éliminer la dépendance de l'économie aux taux zéro. La hausse du coût de l'emprunt met sous pression les secteurs automobile et immobilier, qui ont profité d'une décennie d'argent bon marché.*

*'Il est très clair que la hausse des taux d'intérêt a un effet sur l'économie', a déclaré Nicholas Colas, co-fondateur de DataTrek Research. 'Les deux achats les plus chers, pour un consommateur, sont une maison et une voiture. Les deux sont sensibles au coût du crédit'.*

*Maintenant que l'économie s'est remise de la Grande récession, la Fed tente de lui enlever ses béquilles. Cette tâche délicate est encore plus difficile actuellement parce que les taux sont allés très bas — et y sont restés longtemps.*

*Les secteurs automobile et immobilier sont en première ligne de ce changement des coûts de l'emprunt. Les taux immobiliers ont récemment dépassé les 5% pour la première fois depuis 2011. Même si les taux immobiliers sont toujours bas historiquement, les acheteurs commencent à en ressentir les effets.*

*Les ventes de maisons neuves ont chuté de 5,5% en septembre, pour atteindre leur plus bas niveau en près de deux ans, a déclaré le département du Commerce US la semaine dernière. Les ventes ont plongé de près de 41% dans le nord-est et ont chuté de 12% à l'ouest, même s'ils ont connu une hausse modeste dans le Midwest. Les ventes de logements neufs sont désormais 22% inférieures à leur récent sommet de novembre 2017, selon Barclays ».*

## **Rien à craindre d'une normalisation**

Toutes ces choses — sans parler des chiffres de l'emploi, largement frauduleux — indiquent qu'une récession pourrait bien se produire prochainement aux Etats-Unis.

M. Trump attaquera alors la Fed avec encore plus de vigueur, affirmant qu'elle a détruit sa magnifique économie.

Il ne devrait pas se donner cette peine. Il n'a rien à craindre de la Fed.

Comme nous l'avons souvent répété, la Fed ne « normalisera » jamais sa politique... pas avec 250 000 milliards de dollars de dette dans le monde dépendant de taux anormalement bas.

Au premier signe de crise, la Fed paniquera, avec ou sans encouragement du président.

Et cette panique ne peut que mener à la pire réaction possible de la part des deux acteurs-clé.

La Fed réduira ses taux à des niveaux négatifs. Elle achètera des actions en plus des obligations. Et, comme la banque centrale japonaise, elle deviendra le banquier de premier et dernier recours pour le gouvernement fédéral.

Quant à l'équipe Trump, elle se lancera à toute vapeur dans les dépenses gouvernementales — infrastructures... « dépenses »... crédits d'impôts... et ainsi de suite ! Et tout cela sera financé avec de l'argent gratuit de la Fed.

Tous dans la même équipe...

... Travaillant de concert à ruiner le pays.

# Préparez-vous à l'euro sans Merkel

Rédigé le 30 octobre 2018 par [Simone Wapler](#)

*L'euro sans Merkel sera — au mieux — un euro faible, vague moyenne entre le franc, la lire et la peseta, incapable de conserver du pouvoir d'achat.*

La chancelière allemande a indiqué qu'elle partirait en 2021.



A cette annonce, l'indice actions allemand a progressé tandis que les obligations allemandes chutaient, ainsi que l'euro. C'est donc que M. le Marché anticipe que la monnaie unique européenne sans Merkel ce sera moins de « rigueur » et plus de dépenses publiques.

Les cigales doivent soupirer d'aise à l'idée d'un euro faible et d'être libres, enfin libres, sans la menace de la schlague !

Unicredit en Italie sauvée de la faillite par un grand plan de renflouage bancaire qui au passage sauverait aussi le monstre Deutsche Bank... La France nourrissant son Etat obèse et toujours boulimique sans craindre de voir les taux remonter, la Banque centrale européenne rachetant tout ce dont tout le monde ne voudrait pas... La Grèce faisant défaut sur son restant de dettes. Tout devient possible, réalisable... Bref, la belle vie sans Merkel !

Evidemment, à *La Chronique*, nous n'en croyons pas un mot. Les « politiques monétaires » n'ont jamais conduit quiconque à la prospérité. Les bons investissements, la bonne gestion et la concurrence le permettent. Les « politiques monétaires », à l'inverse, détournent l'argent des meilleurs investissements, dissuadent la bonne gestion et faussent la concurrence.

Depuis 2008, des milliers de milliards ont surgi du néant démontrant la vanité des politiques monétaires. Ils sont en train de retourner au même néant.

Sur le seul mois d'octobre, près de 8 000 milliards de dollars sont partis en fumée sur les marchés selon Bloomberg.



Les obligations risquées chutent aussi. Le prix de l'assurance contre les défauts obligataires des entreprises mal notées est à son plus haut depuis 2016.

### Suivez les analyses des professionnels mais pas forcément leurs conseils

Charles Gave, ancien gérant professionnel, retraité et président de l'Institut des Libertés, se penche sur les *vraies* causes de la chute des marchés. [\[1\]](#)

*« Si vous balancez une grenade dans la mer, les petits poissons remonteront en premier, les thons et les mérus en second puis nous aurons les cachalots et les requins et enfin les grandes baleines bleues, tout à la fin.*

*J'ai déjà vu remonter des petits poissons du style des cryptomonnaies, quelques cachalots ont fait surface tels l'Argentine, l'Afrique du Sud ou la Turquie mais j'attends toujours ma baleine bleue... Dans chacune des grandes crises de liquidité que j'ai connu dans ma carrière, au début du mouvement, je me suis toujours hasardé à essayer d'identifier la baleine bleue à venir, avec un succès très, très mitigé cependant.*

*Je vais cependant m'y risquer à nouveau : à mon avis, cette fois ci, les candidats au rôle de baleine bleue sont la Deutsche Bank et le système bancaire Italien. »*

Les analyses des professionnels nous sont bien utiles. La grenade qu'évoque Charles Gave est la hausse des taux américains.

Cela fait longtemps que nous vous parlons de ces deux risques – qui *a priori* n'ont rien à voir avec les gros titres de vos medias financiers – et que nous attirons votre attention sur l'inquiétante chute des valeurs bancaires.

*« La dite Deutsche Bank a – peut-être – emprunté massivement des dollars pour les re-prêter à la Turquie, ou pour monter et vendre des produits dérivés sur les marchés des actions ou des changes, produits que personne ne comprend et qui sont, comme l’a souvent dit Warren Buffett, de véritables machines de destruction massives.*

*A mon avis donc, la Deutsche est un signe annonciateur que quelqu’un, quelque part a emprunté trop de dollars et qu’il ne pourra pas les rembourser, ce qui mettra en faillite celui qui lui a prêté, en l’occurrence la grande banque allemande. »*

Quant à l’Italie, vous connaissez la musique... Unicredit est lestée d’emprunt de l’Etat Italien. Pour caricaturer, tous ceux qui ne sont pas rachetés par la BCE sont chez Unicredit.

Si les analyses de ces professionnels sont utiles, les conseils qui suivent sont malheureusement quasi-inutiles aux investisseurs particuliers que nous sommes.

*« Je maintiens mes recommandations précédentes :*

*Cash en dollar et en yuan.*

*Obligations en Chine, Suède, Grande-Bretagne.*

*Actions dans le secteur capitaliste où que ce soit dans le monde avec une préférence pour l’Asie*

*Le but restant le même depuis novembre 2017 : perdre le moins d’argent possible tant il est vrai qu’il y a des moments où il faut gagner de l’argent et d’autres où il faut en perdre le moins possible.*

*Nous sommes clairement dans le deuxième cas. »*

En premier lieu, notre objectif ne consiste pas à « perdre le moins d’argent possible » mais plutôt à « ne pas en perdre ». Car en tant qu’investisseur particulier, vous n’êtes pas contraint d’être investi, contrairement aux professionnels qui statutairement sont obligés d’être investis.

Pour cela, il existait une solution simple lorsque la monnaie et le système bancaire étaient honnêtes : le *cash*. Le vrai *cash*, les billets — pas le simili-*cash* que sont les obligations d’Etat.

Les restrictions sur le *cash* font que malheureusement cette option a disparu. Le « *cash* » est aujourd’hui un dépôt bancaire et vous endossez le risque que votre banque fasse défaut ou un gel des comptes bancaires en cas de grave panique comme en 2008.

L’important est donc de fractionner vos dépôts pour limiter vos risques et de ne pas penser que le *cash* est équivalent à un livret de votre banque.

L’important est aussi de pouvoir conserver le plus de munitions possibles pour avoir de quoi réinvestir lorsque le marché baissier aura fait place à un nouveau marché haussier.

Si l’euro est « sauvé » par le départ de Merkel, ne vous faites aucune illusion : ce sera un euro faible, une vague moyenne entre le franc, la lire et la peseta. Une monnaie incapable de garantir

votre pouvoir d'achat dans le temps.

Pour vous prémunir de ce risque, vous devez donc adosser votre *cash* à un peu d'or que vous conserverez en dehors du circuit bancaire et plus précisément de l'or considéré comme du *cash* car « ayant cours légal ».

Si vous voulez de plus amples explications, [c'est ici](#).

[1] [http://institutdeslibertes.org/cetaces-et-crisis/?fbclid=IwAR1lgk0OAdh5zOVn\\_vRc4YgqnhX-EQ0RnY6DQIUz3TH\\_1f51XTJJqsvt9XY](http://institutdeslibertes.org/cetaces-et-crisis/?fbclid=IwAR1lgk0OAdh5zOVn_vRc4YgqnhX-EQ0RnY6DQIUz3TH_1f51XTJJqsvt9XY)

## **La Chine devant un problème existentiel . Ontologique.**

Billet de Bruno Bertez 30 octobre 2018



Les difficultés de la Chine finissent par devenir évidentes pour tout le monde: elle est obligée de prendre des mesures de soutien.

Les observateurs ont fini par découvrir ce qui était évident depuis longtemps: le ralentissement de la croissance, l'impasse que constituent le recours à l'endettement, la nocivité des bulles immobilières et surtout l'impossibilité de changer de modèle de croissance.

On n'arrive pas , là bas, à remplacer la croissance par les exportations et les investissements publics par la consommation intérieure. Nous le leur aurions bien dit il y a longtemps : pour que le moteur de la consommation intérieure remplace celui de l'investissement public, il faut distribuer des revenus et du pouvoir d'achat ... et il faut des structures économiques différentes. Cela le système ne les a pas et n'en est pas capable dans sa structuration même. Donc il doit se reposer sur la dette et la dette eh bien ne dure qu'un temps. Surtout quand le système est fragilisé par la raréfaction du « dollar » et la hausse des taux. Le système bancaire et financier chinois s'asphyxie, il se grippe, il ne transmet plus, le marché financier vacille...

Le gouvernement peut toujours, face à ces difficultés et face à ces contradictions recourir aux mesures autoritaires car le pays est tout a fait manoeuvrable sous cet aspect; ce n'est d'ailleurs absolument pas le fait du hasard, mais le fait d'une grande clairvoyance si XI Jinping lors du dernier Congrès s'est donné les moyens d'être de plus en plus autoritaire. Il avait compris que cela allait être nécessaire.

Il faut une poigne de fer pour « tenir » le système chinois alors que les contradictions produites par l'évolution menée depuis l'entrée à l'OMC deviennent criantes. XI a besoin de pouvoir compter sur le Parti, de renforcer sa main mise, d'accentuer le dirigisme. Il lui faut un Parti

aux ordres qui transmet les impulsions du pouvoir central. Il a besoin de dé-libéraliser. Comme soit dit en passant beaucoup de pays de second ordre, les vassaux qui souffrent de la crise. La France entre autres.

Nous pensons que l'on peut formuler les problèmes de la Chine et ceux des pays dominés de la façon suivante: la mondialisation, la globalisation ont produit des mouvements inégaux à l'intérieur des pays et maintenant se pose le choix: est ce que je m'ouvre totalement et que je m'engouffre dans le global ou bien est ce que je freine, je ralentis mon insertion, et m'emploie plutôt à bien régresser derrière mes frontières?

La Loi de la valeur est à l'oeuvre et elle place les systèmes devant leurs contradictions. on ne peut dans un système ouvert maintenir des logiques et des systèmes de valeurs de catégories différents . C'est la nature du système qui est en jeu et en cause, c'est la mixité du système qui fait problème.

Le marché « bouffe tout ». Il bouffe tout de proche en proche. Par la concurrence il impose les valeurs de tout, y compris des hommes, il impose le taux de profit moyen mondial, il impose sa propre discipline et cette discipline se heurte à celle des politiciens. La Chine n'est protégée de la loi du marché global que partiellement, par le contrôle des mouvements de capitaux et les barrières non tarifaires, les barrières du type « muraille de verre ». Mais Trump a des conseils intelligents , il a juré d'accélérer le mouvement de capitulation du système chinois devant les valeurs mondiales en attaquant les spécificités chinoises, les obstacles à la concurrence, donc il accentue les antagonismes qui travaillent le système chinois..

Le système chinois avait choisi de s'ouvrir , mais ce faisant il est devenu de plus sensible a tout ce qui se passait globalement , surtout en raison de la contagion par la finance et le profit. Les réserves en dollars de la PBOC ont cessé de progresser, elles sont sur une pente de régression assez forte, il faut remplacer l'accumulation des dollars par l'accumulation de créances sur l'économie domestique. Avec la crise les craquements et fissures se multiplient et il devient de plus en plus impossible de faire co-exister les valeurs imposées par le marché global et les valeurs domestiques chinoises. La fragilité bancaire augmente les difficultés au delà de ce qu'elles devraient être, il y a amplification par le bancaire.

On se retrouve, la Chine se retrouve avec le même problème que l'URSS en son temps, la contradiction entre l'ouverture et la nécessité de maintenir les valeurs domestiques, nationales. Le fossé qui sépare les valeurs domestiques et les valeurs globales est considérable et la politique consciente de Trump vise à augmenter, à élargir ce fossé pour faire tomber la Chine comme Reagan l'a fait de l'URSS en son temps.

**La Chine est et sera victime de ce que Trotski et Mandel de la IVème Internationale ont si bien décrit.**

La Chine tout comme les pays qui ont un système mixte et qui ne veulent pas tomber sous le joug des USA et de leurs entreprises géantes doivent se protéger monétairement. Ils doivent rapidement mettre en place des mécanismes de création monétaire, de transactions qui évitent le système mondial des paiements et ils doivent pour protéger leur souveraineté sortir du dollar et accumuler l'or, sécuriser leur pétrole. C'est ce que font la Chine et la Russie. C'est la Nécessité.

# Bienvenue dans le pire des mondes

Par [Michel Santi](#) octobre 30, 2018



Comment ne pas se souvenir de la série britannique culte des années 60, Le Prisonnier, où une bulle gigantesque poursuivait frénétiquement le héros incarné par Patrick McGoohan ? Notre monde se retrouve aujourd'hui dans une situation similaire : nous sommes toutes et tous otages de bulles car la période en est chargée, et pas seulement de bulles spéculatives qui infectent les marchés. Rien de plus facile en effet que de distinguer la bulle qui enferme et qui isole nos responsables politiques, la bulle des salaires et des bonus des directions exécutives des grandes entreprises et du monde de la finance, la bulle du chômage des jeunes et enfin la bulle des inégalités. Tout comme la bulle qui poursuivait inlassablement le prisonnier de notre série télévisée, il semblerait bien qu'une malédiction similaire touche notre système financier, car l'implosion d'une bulle déplace mécaniquement la fièvre spéculative sur un autre instrument ou sur un autre marché, qui gonfle alors pour former une autre bulle spéculative ! De fait, nous devons à l'essor sans précédent de la finance d'avoir progressivement perdu le contrôle sur nos vies. Ce n'est pas pour rien que Joseph Stiglitz s'interroge pour savoir si la vie d'un individu aujourd'hui dépend encore « de ses revenus ou de l'éducation donnée par ses parents » ?

Le diagnostic posé sur les déficits publics actuels, accusés d'être responsables de tous nos maux, élude donc volontairement les questionnements existentiels pour ne s'attacher et ne se déchaîner que sur des éléments de forme et sur les conséquences d'actions s'étant soldées par des dettes publiques. On oublie par exemple de rappeler que l'Espagne respectait jusqu'en 2008 les critères de Maastricht (consécration suprême de l'orthodoxie financière) et qu'elle était considérée comme un excellent élève de la zone euro. Comme on feint d'ignorer que la crise grecque fait partie d'une séquence initiée par la libéralisation du système financier mondial, dont la constitution de la zone euro constituait une étape supplémentaire.

Edifiée sur de telles fondations 100% néolibérales, l'Union européenne a en outre accentué de manière flagrante ce processus de dessaisir les États d'une majeure partie de leurs compétences et prérogatives afin d'être en mesure de compter et de peser (face à la Chine et aux États-Unis) dans cette bataille du capitalisme mondialisé. Le reliquat de pouvoirs encore aux mains des États ayant été irrémédiablement perdu à la faveur de la crise internationale. Le résultat consiste aujourd'hui en une ruine où le politique ne peut pratiquement plus rien car il a été

dépouillé de quasiment tous ses leviers.

Quand les marchés se rendront-ils compte que les économies budgétaires ne sont pas une stratégie crédible pour réduire les déficits publics ? C'est en effet le rôle de l'État dans l'économie qui est au cœur de ces solutions diamétralement opposées – voire antagonistes – entre les partisans de la rigueur budgétaire – donc d'un recul supplémentaire de l'État – et ceux qui tolèrent des déficits publics, considérés comme le prix à payer pour un État assumant son devoir d'arbitre et de régulateur. Accepter les économies budgétaires ne revient pas seulement à rentrer dans les clous d'une orthodoxie financière et comptable tout aussi injustifiée que contre-productive en période de crise. C'est se résigner à rogner encore et toujours plus les prérogatives de l'État, donc les nôtres.

Souvenons-nous des paroles prémonitoires d'Aldous Huxley dans « Le Meilleur des mondes » : « Soixante-deux mille quatre cents répétitions font une vérité. » L'objectif réel étant évidemment une anorexie complète de l'État, qui se traduira mécaniquement en une boulimie du secteur privé, et d'abord de la finance. Il est donc à présent temps de reparler de Keynes qui concluait (en 1936) sa « Théorie générale » par un appel à la « socialisation » de l'investissement, affaire trop sérieuse pour la laisser du seul ressort des marchés financiers.

## Crise des crédits étudiants : de mal en pis

*Source : article de Riley Griffin, publié le 17 octobre 2018 sur [Bloomberg](#) Par [Or-Argent](#) - Oct 30, 2018*



**Tandis que Wall Street et le président Trump ne cessent de vanter la santé de la Bourse et le taux faible de chômage, les étudiants pourraient bientôt lever les yeux au ciel.**

**L'amélioration des conditions économiques doit encore se traduire en des hausses de salaire pour de jeunes diplômés qui éprouvent des difficultés à rembourser leur énorme dette. Sans parler des étudiants qui ont dans leur cartable cette bombe à retardement d'une dette à 6 chiffres.**

Les crédits étudiants fédéraux sont l'unique segment du crédit à la consommation qui ne cesse de progresser depuis la grande récession. Alors que les coûts de l'enseignement supérieur et du crédit augmentent, la conséquence est une crise du défaut qui s'amplifie. C'est tellement vrai

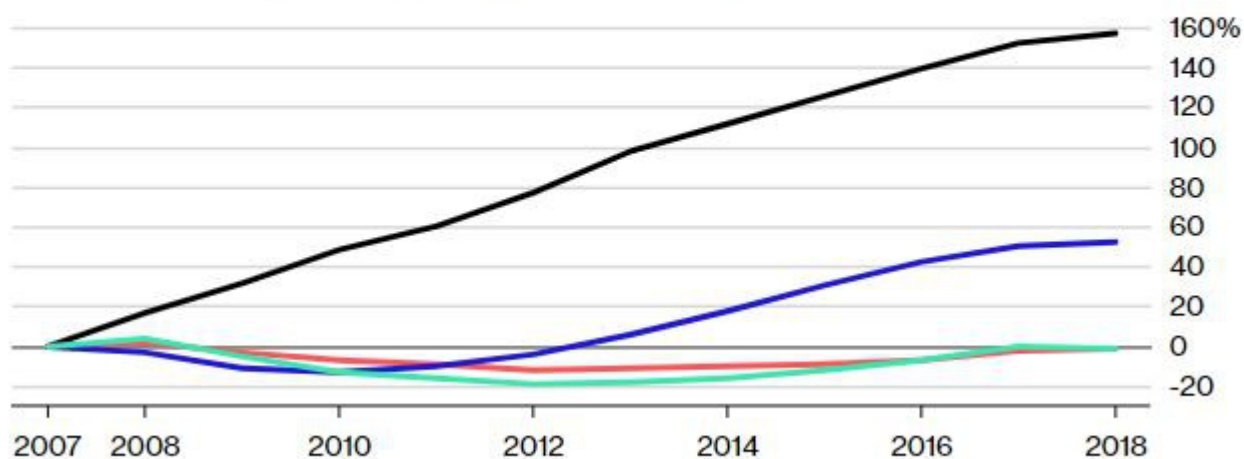
que le président de la FED, Jerome Powell, les cite en tant que source d'inquiétude.

Les crédits étudiants ont connu une croissance cumulée d'environ 157 % durant les 11 dernières années. À titre de comparaison, les crédits auto ont connu une croissance de 52 %, tandis que les hypothèques et les montants empruntés via les cartes de crédit ont baissé d'environ 1 %, d'après les statistiques compilées par Bloomberg. En tout et pour tout, il existe pour 1,5 trillion de dollars de crédits étudiants. Il s'agit du second segment du crédit à la consommation, derrière les crédits hypothécaires, d'après la FED. Et leur poids ne cesse de grandir.

## Student Debt Just Keeps Growing

Student loans are the fastest growing segment of U.S. household debt, seeing almost 157 percent growth since the Great Recession.

Student Loans   Mortgages   Auto loans   Credit card



Source: Bloomberg Data

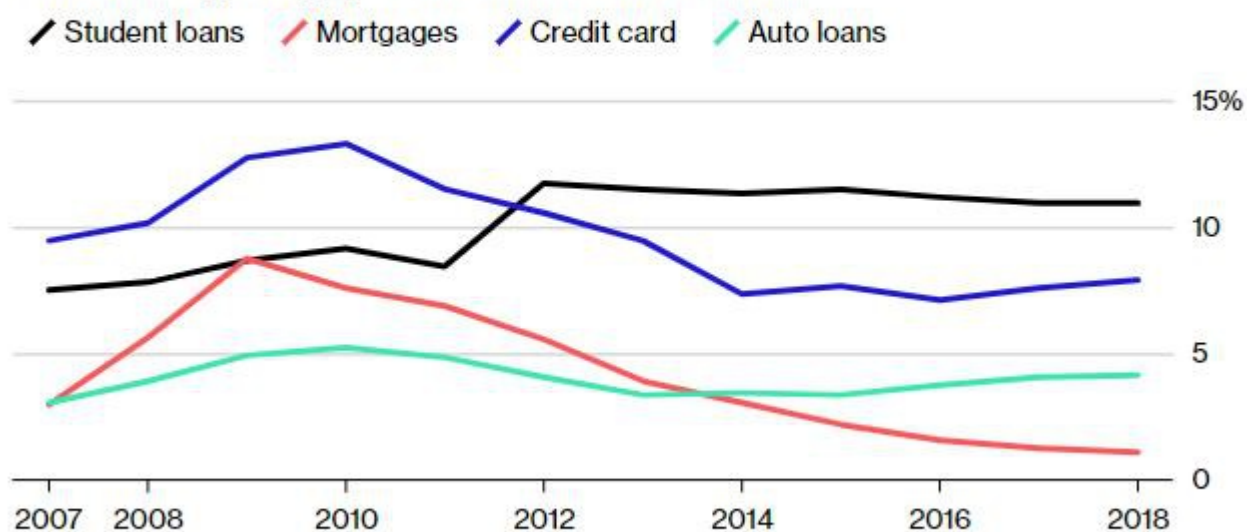
## Un grand risque pour les générations à venir

Les crédits étudiants sont accordés à un rythme sans précédent alors que de plus en plus d'Américains entreprennent des études supérieures. Cependant, les frais de scolarité, aussi bien du côté du privé que du public, atteignent des niveaux records, tandis que les taux grimpent de concert. De plus en plus d'étudiants doivent cumuler travail et études (environ 85 % des étudiants actuels occupent un travail rémunéré). Les experts et les analystes craignent de voir les futures générations d'emprunteurs faire massivement défaut, encore plus qu'au lendemain de la crise financière. (...)

Les crédits étudiants affichent le taux d'impayés (plus de 90 jours de retard) le plus élevé de tous les segments du crédit à la consommation. Plus d'un emprunteur sur 10 a plus de 90 jours de retard. Ce pourcentage est de 1,1 % pour le crédit hypothécaire et de 4 % pour le crédit auto, d'après Bloomberg. Si les hypothèques et le crédit auto ont assisté à une baisse des impayés depuis 2010, on reste très proche du record historique de 2012 du côté des crédits étudiants.

## Student Loan Delinquency Rate Remains Close To Post-Recession High

Student loans currently face the highest 90+ day delinquency rate of all household debt, including mortgages, credit cards and auto loans.



Source: Bloomberg Data

Les retards de paiement sont partis en vrille au lendemain de la grande récession alors que les établissements scolaires affirmaient offrir une échappatoire aux jobs mal payés, selon Judith Scott-Clayton, professeur adjointe de l'université de Columbia. Cependant, bon nombre de ces diplômés se sont révélés inutiles, offrant simplement à leurs diplômés une dette impossible à rembourser.

Les étudiants qui ont fréquenté les amphithéâtres des universités et écoles supérieures privées représentaient environ la moitié des emprunteurs diplômés. Ils totalisaient environ 70 % des défauts en 2011.

Aujourd'hui, les retards de paiement sont toujours aussi élevés. (...) Mais contrairement à ce que l'on pourrait croire, ce ne sont pas nécessairement les plus gros emprunteurs qui éprouvent les difficultés les plus importantes, c'est en fait le contraire. Ceux qui ont obtenu des diplômes très recherchés, notamment dans le droit ou la médecine, obtiennent habituellement un bon retour sur investissement. (...)

Cette crise du crédit étudiant n'est pas uniquement une mauvaise nouvelle pour les étudiants et les fraîchement diplômés. Les retards de paiement qui accompagnent ces crédits peuvent avoir un impact significatif sur l'économie, comme l'a déclaré le président de la FED plus tôt cette année.

Alors que les jeunes adultes éprouvent bien des peines à rembourser leur crédit étudiant, ils sont forcés de faire des concessions financières qui tirent l'économie vers le bas. Le crédit étudiant retarde la formation des ménages : il a contribué à la baisse du taux de propriété immobilière. 16 % des jeunes travailleurs de 25 à 35 ans vivaient chez leurs parents en 2017, un chiffre supérieur de 4 % par rapport à 2007, selon Bloomberg.(...)

# « Et 1 « populiste » de plus élu président au Brésil ! »

par [Charles Sannat](#) | 30 Oct 2018



Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

*La lettre STRATEGIES du mois d'octobre intitulée « comment transformer un krach en opportunité » est en ligne dans vos espaces lecteurs. N'oubliez pas, les documents sont trop lourds. Rien n'est envoyé vous devez vous connectez sur le site « Mon accès lecteur ».*

Comme je le dis souvent, la sécurité est le besoin primaire numéro 1 de tout être humain, bien avant même celui de s'alimenter.

La nature nous a pourvus d'une étonnante capacité génétique à stocker l'énergie sous forme notamment de graisse dans notre corps. Nous pouvons survivre ainsi des semaines sans avoir besoin de nous alimenter.

Il faut dire que notre premier souci, depuis la nuit des temps, a été de nous hisser en haut de la chaîne alimentaire animale, ce qui n'était pas gagné, tant les prédateurs des hommes étaient nombreux.

À peine Madame Préhistorique passait la tête hors de la grotte qu'un horrible T-Rex la lui croquait goulûment. Je force à peine le trait.

Depuis, les dinosaures ont disparu, les loups ne nous menacent plus, et nous avons presque éradiqué tous les lions et autres bestioles pouvant menacer notre survie.

Dès lors, notre sécurité, relative, était assurée.

Comme la nature a horreur du vide, de nouveaux prédateurs sont apparus. Parfois contenus et parfois pas.

Ainsi, « l'homme est devenu un loup pour l'homme ».

Pourtant, le besoin de sécurité reste incontournable.

## **Les besoins de sécurité.**

Je fais le choix de tout mettre au pluriel, car nous pouvons parler des besoins des multiples sécurités que nous voulons.

Une sécurité physique. C'est la première. La plus importante.

Une sécurité de l'emploi.

Une sécurité sociale.

Une sécurité affective.

Nous pourrions aussi ajouter une sécurité juridique, une sécurité fiscale, etc., etc.

Nous avons besoin de sécurité, et toute politique faite pour le bien de tous doit ériger les protections et les besoins de sécurité comme priorité.

Protection et sécurité sont devenues fascistes, populistes !

Partout dans le monde, le mouvement de libération des mœurs des années 60 a entraîné une approche laxiste. C'était l'époque du « il est interdit d'interdire », et depuis, tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'exercice légitime d'une autorité juste est vu comme une entrave à la liberté individuelle.

## **Le besoin de protection légitime des peuples a été volontairement nié.**

À ce titre, ce qui arrive aux profs est très révélateur. Plutôt clairement de gauche, il était interdit aux profs de dénoncer ce qui n'allait pas.

Un prof demandant de la discipline ou de l'autorité est soit un mauvais prof qui en manque, soit un horrible fasciste rappelant les heures les plus sombres.

Cela fait des années que les profs se font frapper, tabasser, violenter, quotidiennement et que les directions planquent les affaires et laissent les profs face à la chienlit de notre pays et de notre jeunesse.

Ma petite maman, enseignante, avait eu droit à son tabassage en règle par un « jeune » élève de 3e. Le principal avait enterré l'affaire comme de coutume, le « collègue est si tranquille ». C'était en 1998 !

Depuis donc, la sécurité chaque jour se dégrade un peu plus.

Ceci n'est pas un mouvement uniquement français.

## **C'est l'internationalisation du bordel, que dis-je, la mondialisation de la chienlit.**

De Rio de Janeiro à Paris, c'est le même bazar, la même permissivité, la même mollesse, et les mêmes conséquences.

Un type agresse 3 filles à la sortie d'une boîte de nuit, les tabasse. Il est identifié, arrêté, mis en garde à vu, il avoue, reconnaît les faits, et il est immédiatement remis en liberté avec une date de comparution. Viendra-t-il ou pas? Peu importe. Permissivité, et démagogie. Luttons contre les violences faites aux femmes, mais pas trop durement tout de même, sinon, fascisme, heures les plus sombres, machin toussa...

Pourtant, quand la justice recule, quand la violence avance, ce sont les plus faibles qui souffrent

le plus.

Les enfants. Nos enfants qui se font tuer dans des rixes. Nos femmes et nos filles, agressées ou violées. Nos anciens, nos « minorités », et les cas d'agression d'homosexuels sont en pleine augmentation.

Les peuples détestent l'anarchie, et la loi du plus fort, il n'y ont jamais rien à gagner et tellement à perdre !

J'assume à titre personnel parfaitement le droit de revendiquer mes besoins de sécurité pour les miens et pour moi.

Je souhaite, non, pardon, permettez-moi d'être plus précis, j'exige mes sécurités de base en tant que citoyen et père de famille.

J'exige la sécurité pour mes enfants à l'école et dans la rue.

J'exige la sécurité pour mon épouse.

J'exige la sécurité dans mon domicile, sur la route, ou dans les lieux publics.

### **C'est une exigence. Pas une demande. Pas un souhait.**

Cela est indispensable à mon bonheur, à mon épanouissement, au fait de simplement pouvoir vivre.

Puis j'exige que l'on soit égaux devant la loi, devant les droits ou les devoirs, devant la fiscalité ou l'impôt.

Oui, je l'exige.

### **Les politiques français pleurent face à la victoire du brésilien !**

« La démocratie vacille », « Bonne chance »... , les réactions françaises à l'élection de Bolsonaro à la présidence du Brésil.

Au lendemain de l'élection du leader d'extrême droite brésilien, Jair Bolsonaro, les politiques français expriment leurs craintes face à la montée de « l'ombre brune »...

Ils bêlent.

Encore et encore.

Attention, voici le fascisme.

Attention, voici « l'extrême droite » et les « zeures » les plus sombres, machin toussa.

Le problème c'est qu'il y a une solution très simple pour que l'extrême droite ne prenne jamais le pouvoir.

La solution politique la plus simple est que les partis dits « éclairés » ou « démocratiques », genre « jupitérien en marche », acceptent de répondre aux besoins des sécurités demandés par leurs peuples.

Or, c'est la négation de mes demandes de sécurités.

« On » me refuse mes sécurités.

« On » me demande de supporter encore et encore tout ce merdier.

« On » exige de moi d'accepter l'inacceptable.

Le brésilien Bolsonaro a été poignardé dans la rue il y a quelques semaines. La criminalité atteint, au Brésil, des sommets qui rendent la vie quotidienne impossible.

Les gens entre-tuent dans les rues, et les pauvres bougres se font massacrer, agresser, violer, et... ils votent contre « On ».

« On » n'est pas content.

« On » a peur.

« On » pense que la démocratie vacille, blablalbla.

Pourtant, « On » oublie que « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes. » « On » crée tous les jours les conditions de la chienlit, refuse de répondre aux besoins de sécurité exprimés depuis des années par ses citoyens, et « On » s'étonne qu'au bout du compte, par les urnes, les gens fassent le choix de l'ordre...

Relisez les textes de nos ancêtres « radicaux-socialistes ». Ils ne toléraient pas le bazar. Ils avaient des ambitions pour le peuple, des ambitions et des exigences, éducatives, morales, etc. Être de gauche n'a jamais voulu dire être pour la chienlit généralisée. Je dirais même qu'être de gauche c'est défendre les plus faibles. Cela implique donc l'ordre. Il n'y a pas de démocratie sans ordre, sans institutions, et sans règles.

Il n'y a pas de démocratie quand il y a la chienlit. La chienlit d'aujourd'hui prépare les dictatures de demain et il faut être vraiment très « On » pour ne pas le voir !

Mais comme le dit la chanson, quand on est « On » on est « On ».

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

### **Les résultats des entreprises sont... mauvais !**

C'est une dépêche de l'agence Reuters qui nous confirme que « les résultats des entreprises font tanguer les marchés, mais sans panique à bord »...

Comme le dit Reuters, « à l'origine de ce nouveau trou d'air, on trouve surtout des résultats et des prévisions qui ont déçu le marché, dans le secteur des semi-conducteurs chez Texas Instruments ou STMicroelectronics, mais aussi chez les mastodontes que sont Amazon et Alphabet, la maison mère de Google, ou encore en Europe chez le groupe publicitaire WPP ».

### **Et ce n'est pas encore le moment d'acheter comme le rappelle Morgan Stanley**

« Face à la tentation des achats à bon compte, certains mettent toutefois en garde : en Europe, souligne ainsi Morgan Stanley dans un point sur sa stratégie régionale cette semaine, les résultats suggèrent des pressions persistantes sur les marges.

Et selon un décompte partiel de la banque, la part des entreprises ayant raté le consensus, à 32 %, est supérieure de neuf points à celle des sociétés qui ont dépassé les attentes. « Il s'agirait du premier solde net négatif depuis le quatrième trimestre 2014. »

Plusieurs grands groupes européens ont mis en avant ces derniers jours l'impact des tensions

commerciales sur leur activité et leurs résultats. »

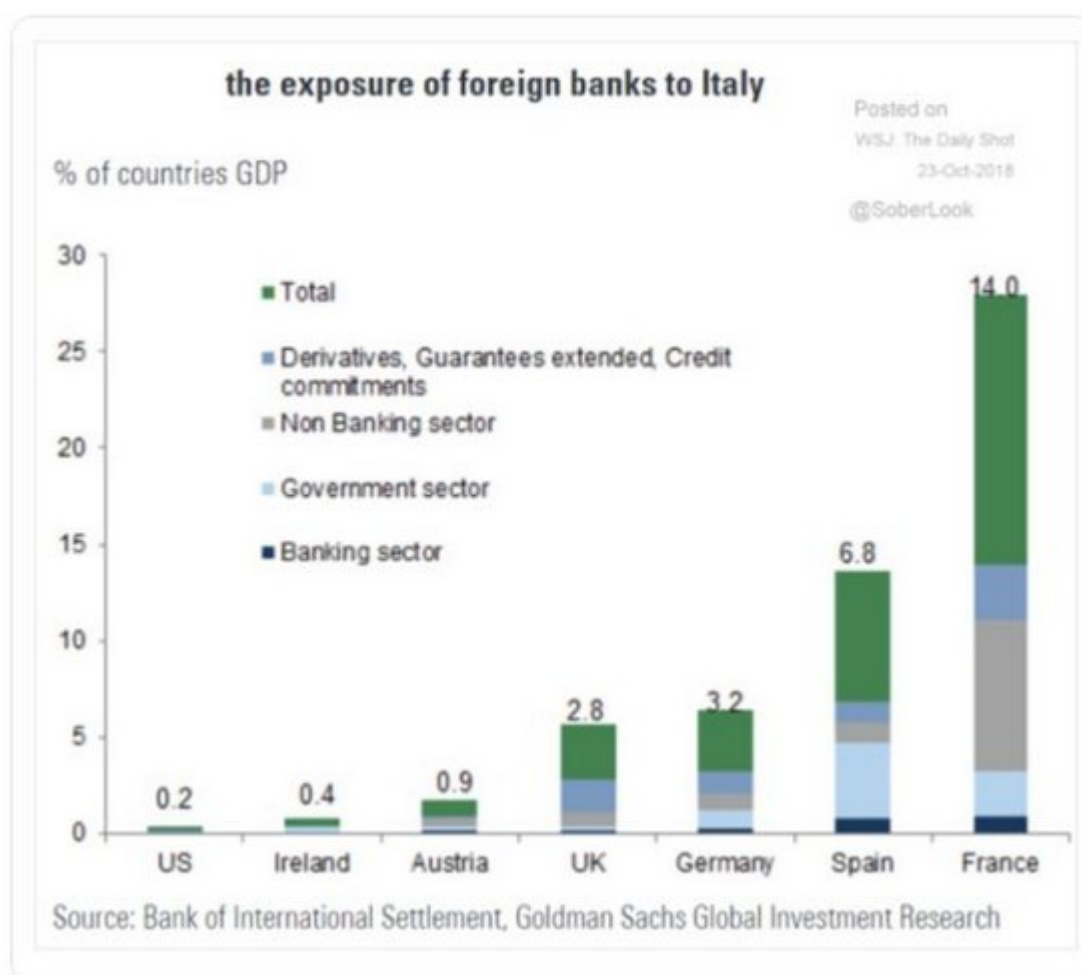
À un moment donné, les profits ne montent pas jusqu'au ciel, pas plus que les arbres n'y grimpent !

Il est normal que les rendements parfois baissent, surtout lorsqu'il y a un mouvement de montée des taux d'intérêt, accompagné d'un mouvement de démondialisation, un retour du protectionnisme et un renchérissement important des produits pétroliers.

Si les profits baissent, alors les valorisations boursières baisseront également pour s'aligner au taux de profit.

*Charles SANNAT* Source [Latribune.fr](http://Latribune.fr) ici

## L'effrayante exposition des banques françaises à l'Italie !



C'est dans l'un de ses derniers tweets qu'Adam Tooze a publié ce graphique dont la source est la BRI.

L'exposition des banques françaises est de 14 % du PIB français... Oui, vous avez bien lu, 14 % du PIB !!

De quoi nous donner, dans quelques mois, quelques belles frayeurs.

*Charles SANNAT*

## **Pour Touati, la bulle va éclater !**

Pour Marc Touati, le problème le plus grave c'est évidemment la dette des États qui est en pleine augmentation, sans que cela ne génère de croissance.

Une dette qui ne crée pas de croissance est une mauvaise dette.

C'est une évidence, une évidence, hélas, totalement oubliée et occultée.

Nous allons au-devant d'une grande crise, qui ne pourra être maîtrisée et enrayée qu'en ouvrant en grand les vannes de l'argent abondant et gratuit.

Seule la fausse monnaie pourra sauver le monde... jusqu'à ce que la confiance en la monnaie s'effondre.

*Charles SANNAT*

## **A BOUT DE SOUFFLE...**

**29 Octobre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND**

Un article intéressant nous dit que les banques françaises sont à bout de souffle. C'est vrai depuis longtemps, et P. Jovanovic le rabâche sans relâche *-putain, ça c'est bon, faudra que je le ressorte-*.

Bien entendu, le plus intéressant, c'est que ça vient d'un [quelconque site mainstream](#).

[Pour en revenir](#) à la monarchie britannique, une toilette de princesse défraie la chronique, pas pour la raison habituelle (chère d'une manière extravagante), mais pour son contraire ; elle vaut 40 euros.

Félicitations. Dans une famille de ... euh, de pas trop malins, ravagés par la consanguinité, ça fait tâche.

Lady Di, connue pour son manque totale de cervelle, en serait tombée par terre. Elle aurait même pas su que ça existait et après, quoi en penser. Enfin, si penser avait été dans ses cordes.

[Un article paru](#) sur la conversion de Keynes. Pas son coming out, mais sa conversion économique. En réalité, il faut rappeler aussi qu'il a pillé le programme économique de Mosley. Bouh, le vilain.

A bout de souffle, aussi, [l'industrie du pétrole](#) de schiste US. Elle bouffe l'argent qu'elle veut, mais c'est pas grave...

[A bout de souffle](#) la réserve de crétins que constitue le parti démocrate US.

## **CASINO ? CELA VEUT DIRE BORDEL EN ITALIEN !**

**29 Octobre 2018 , Rédigé par Patrick REYMOND**

[C'est marrant](#) la presse économique. Ils ne veulent rien voir. Vous prenez un test économique impitoyable. Vous allez vous promener dans une grande surface casino, et vous comparez avec ce que c'était il y a plus de 10 ans. Aujourd'hui, c'est souvent limite, un peu débarras, alors qu'avant, c'était toujours des produits un peu plus haut de gamme que le commun des hypers, et

toujours bien tenu.

Ce signe impitoyable indique une déconfiture, facilité par la structure financière du groupe.

Là aussi, une politique de "dividendes", implique de l'endettement, et surtout, ne pas être une politique, si ce n'est celle du chien crevé au fil de l'eau.

Les dits dividendes ont ruiné la société, ainsi que le rachat de diverses entreprises, pour une croissance "mondialisée". Un miroir aux alouettes quand s'effondrent les monnaies d'Amérique latine.

Si casino devait être en faillite, il faudrait voir avec le gouvernement, ses augmentations de taxes pétrolières (effet d'éviction avec les autres dépenses), et l'idéologie de la "mondialisationzeuseuse".

Celle qui pousse à se faire aussi gros qu'un boeuf, à grands coups d'endettement.

Sears and Roebuck ont été mis en faillite. La mise en faillite de Casino est donc possible.

## Faut-il vraiment s'acharner à sauver des entreprises zombies ?

[Jean-Marc Vittori](#) / **Editorialiste Le 30/10 2018 Les Echos.fr**



*Manifestation contre la fermeture de l'aciérie Ascoval à Saint-Saulve, près de Valenciennes. - AFP*

**CHRONIQUE. La France n'aime pas voir ses usines fermer, comme on le voit aujourd'hui avec l'aciérie d'Ascoval. Mais l'énergie déployée à sauver des entreprises à l'agonie est une énergie perdue pour créer de nouvelles activités.**

Comment sauver [Ascoval](#) ? Les politiques se sont lancés tête baissée dans la course. Chacun a son idée. Le gouvernement pointe Vallourec, en invoquant la responsabilité et même la dignité de cette entreprise qui fut la maison mère de l'aciérie de Saint-Saulve, dans le Nord. Les élus locaux en appellent bien sûr à l'Etat. Côté La France insoumise, on exige évidemment la

nationalisation.

## **Firmes à bout de souffle**

Mais pourquoi faut-il sauver Ascoval ? Ou même... faut-il sauver Ascoval ? Ces questions sont douloureuses. Les 281 salariés de l'entreprise les refusent, et c'est compréhensible. Ils sont d'autant plus furieux que l'actuel président de la République était venu les voir il y a trois ans, quand il était ministre de l'Economie, [leur assurant](#) qu'il n'y aurait « *aucune fermeture et aucun départ contraint* ». Un ministre ne devrait pas dire ça, mais c'est trop tard. La colère est grande, même si elle n'est pas bonne conseillère.

Il y a pourtant au moins trois bonnes raisons de poser ces questions. La première porte sur Ascoval et son marché. La deuxième vient d'autres expériences d'entreprises fragilisées. La troisième est une réflexion plus large sur les firmes à bout de souffle.

Commençons donc par Ascoval. Cette aciérie fabrique des « ronds de coulée continue », de longs cylindres d'acier. Autrement dit des produits intermédiaires, là où la concurrence est la plus rude. Si c'était une activité stratégique, Vallourec, le leader mondial du tube sans soudure, n'aurait pas cherché à s'en désengager en 2015 en vendant la majorité du site à la firme Ascométal. Si l'aciérie d'Ascoval était un bijou, le groupe suisse Schmolz + Bickenbach, qui a racheté Ascométal à la barre du tribunal en janvier dernier, n'aurait pas demandé son [exclusion du périmètre du rachat](#) .

## **Un tiers de plus que le prix du marché**

Ascoval espère donc un repreneur. Aucune candidature évidente ne s'est imposée. La plus crédible vient d'Altifort. Cette petite firme franco-belge propose de mettre 10 millions d'euros sur la table. Il en faudrait, selon les estimations, entre 140 et 250 millions pour réaliser les investissements qui déboucheraient l'avenir commercial de l'aciérie. Ce n'est pas impossible de les mobiliser en additionnant des prêts bancaires, une enveloppe de la banque publique bpiFrance, des fonds des collectivités locales, etc. Mais c'est compliqué.

Pour boucler son plan, [Altifort veut que Vallourec s'engage](#) à maintenir des achats à Ascoval pendant un an et demi, à un prix dépassant de près d'un tiers celui du marché. Là encore, ce n'est peut-être pas impossible. Mais Vallourec s'y refuse. Et si la firme est l'une de ces grandes entreprises que l'on adore faire payer en France, elle ne roule plus sur l'or. Après avoir gagné beaucoup d'argent avec la flambée du pétrole dans les années 2000, qui avait poussé les producteurs à aller chercher l'or noir toujours plus loin et donc avec toujours plus de tubes, Vallourec est dans le rouge depuis le retournement du marché pétrolier en 2014. Faut-il vraiment fragiliser davantage ce champion français pour sauver Ascoval ?

## **Hantise de la chute**

Ce qui amène à la deuxième raison. En France plus qu'ailleurs, on refuse les fermetures d'usine. On multiplie les efforts pour prolonger leur survie, souvent avec des fonds publics. Des équipes réduites tentent de relancer l'activité - lingerie Lejaby, sachets de thé Fralib, glaces Pilpa...

Il y a évidemment d'excellents motifs de préserver des sites de production. Le maintien de

l'emploi, la possibilité pour les ouvriers d'aller jusqu'à leur retraite, la vie des territoires. Mais il y a aussi de quoi douter. Dans l'immense majorité des cas, ces firmes vivent péniblement. Souvent, elles ferment trois ou quatre ans plus tard. La souffrance est grande. Les salariés travaillent dans la hantise de la chute. Parfois, on va jusqu'au drame, comme [le suicide début août de Didier Degrand](#), le patron de la maison de lingerie Indiscrète. Lancée huit ans plus tôt sur les décombres d'Aubade, la firme venait d'être mise en liquidation judiciaire.

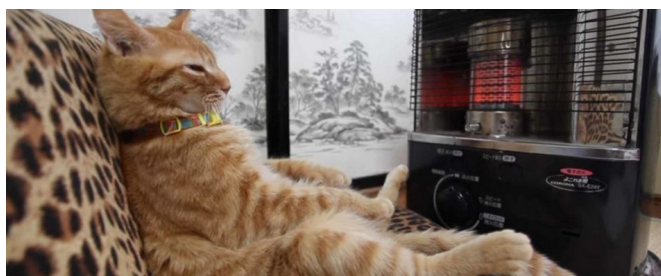
## Entreprises zombies

Et la survie d'entreprises n'est pas forcément une bonne nouvelle. Ce qui nous amène à la troisième raison : les ressources pompées par ces firmes (argent, créativité, énergie des élus...) auraient pu être plus utiles ailleurs, pour créer de nouvelles activités. Les économistes parlent d'entreprises « zombies ». Le terme avait été forgé en 2008 par trois chercheurs d'universités américaines, Ricardo Caballero, Takeo Hoshi, et Anil Kashyap. [Ils ont scruté](#) ce qui s'est passé au Japon, où les [taux d'intérêt](#) sont très bas depuis longtemps. Ces taux très bas ont permis la survie d'entreprises qui auraient dû disparaître. Tant mieux... sauf que la survie des zombies pèse sur les autres firmes. Dans [un travail sur 14 pays avancés](#) publié l'été dernier, Ryan Banerjee et Boris Hofmann, de la Banque des règlements internationaux, confirment cet effet boulet : « *Les zombies pèsent sur la performance économique car ils sont moins productifs, et leur présence affaiblit l'investissement et l'emploi dans les firmes plus productives.* »

En France, il y aurait à peine 1 % d'entreprises zombies, selon [les estimations de Sanvi Avouyi-Dovi](#), qui a examiné la question avec d'autres chercheurs de la Banque de France. Avec une définition moins restrictive, les économistes de l'assureur-crédit [Coface](#) parviennent à [un chiffre bien plus élevé](#), de près de 5 % de zombies. Il est possible qu'Ascoval n'en fasse pas partie. Il est quasi certain que l'acharnement thérapeutique, si souvent pratiqué par la France sur ses entreprises agonisantes, affaiblit son économie.

## Restons au chaud et attendons novembre

Thomas Veillet Investir.ch 30.10.2018



Pendant un bref instant on a cru que quelque chose avait changé, puis on s'est souvenu que la « Guerre Economique avec la Chine » pourrait s'amplifier si Trump ne trouvait pas un accord avec la Chine le mois prochain. Et on est revenu à la case départ.

La journée avait pourtant bien commencé, une hausse graduelle en Europe, le sentiment que le départ de Merkel de son poste de patronne de son parti laissait espérer du changement, de l'air frais et les marchés semblaient même un peu plus calmes et sereins.

Et puis même les USA ont ouvert en hausse et on a commencé à y croire. Jusqu'à que «

quelqu'un », quelque part, remette l'histoire de la « Guerre Economique » sur la table.

### **She's back (encore)**

Plus précisément ; Bloomberg a annoncé que les USA étaient prêts à remettre une couche de taxes douanières sur les derniers 257 milliards de biens chinois si les USA et la Chine ne trouvaient pas un accord.

Les marchés US ont alors enclenché le plus gros reversal (négatif) de l'année. Pas besoin d'en rajouter, pas besoin de chercher plus loin. Avec le retournement de situation d'hier, tout le monde semble d'accord pour attendre encore avant d'acheter, puisque que comme disait je-ne-sais-plus-qui dans je-ne-sais-plus-quel journal : «le retournement d'hier PROUVE (là nous sommes dans les certitudes de la finance) que le fond de la tasse n'est pas encore arrivé ».

Donc voilà. Il reste deux jours dans ce mois d'octobre pourri et qui commence en plus à être vraiment désagréable côté météo. Je crois que vu l'ambiance, je vais rester au chaud et ne plus regarder les marchés pendant 48 heures, en espérant que ça ira mieux en novembre. Bien que je n'en suis pas convaincu parce que si le Monsieur qui disait plus haut que « le fond la tasse n'est pas encore là » a raison, je doute que l'on trouve le fond de la tasse en question en 48 heures.

On va même dire que tant que les midterms ne sont pas terminés et que Trump n'a pas commencé à causer avec Xi Jinping, j'ai l'impression que l'on pourra pas réinjecter un peu d'optimisme dans ce marché complètement sclérosé par les mauvaises nouvelles.

### **Clôture version Halloween**

En conclusion, hier l'Europe a plutôt bien terminé sa journée, mais avec le retournement de situation en milieu de journée aux USA et la clôture immonde qui a suivi, on peut largement imaginer que ce que l'on a trouvé de positif en Europe hier, va se transformer en « putain de mauvaise nouvelle aujourd'hui ».

À commencer par la démission de Merkel.

Je prend un exemple. Ce matin je suis tombé sur deux articles à ce sujet. Publiés sur le même site web, avec limite la même photo d'illustration. Le premier a été publié juste après l'annonce hier matin et était plutôt constructif de voir que du « sang neuf » allait arriver à la tête du CDU en Allemagne et l'autre a été publié cette nuit APRÈS la clôture immonde de New York.

Autant vous dire que le second article laisse penser que le départ de Merkel va créer l'instabilité, que les marchés ne vont pas aimer, que l'Europe ne va pas aimer et que cela pourrait porter préjudice à l'Union Européenne elle-même, puisque Merkel était le dernier ciment qui liait solidement l'Europe et que ce n'est pas le clown qui dirige la France qui va compenser, bien trop occupé à se faire prendre en photo avec des types à torse nu qu'il est ou avec Erdogan, son nouvel ami.

Bon, d'accord, la dernière partie sur Macron je l'ai rajoutée, mais vous voyez l'idée sur Merkel, hier c'était bien, le marché a tourné depuis et soudainement c'est moins bien.

## Moche et froid ce matin ? Ou juste froid ?

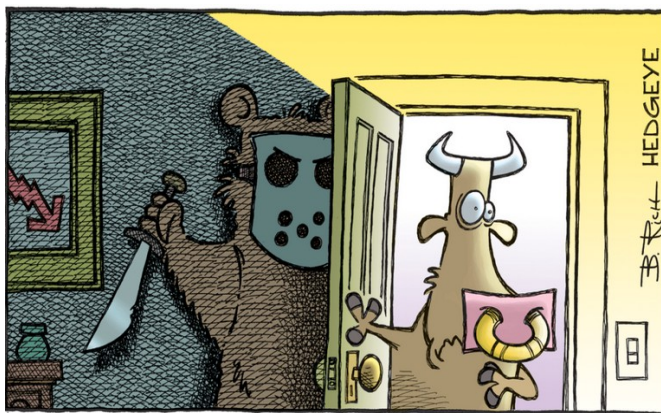
C'est ce qui nous attend ce matin. Les nouvelles qui étaient interprétées positivement hier, sont soudainement devenues très négatives.

Par contre, ce qui est fou, c'est que l'Asie ne baisse pas ce matin. Au contraire. Le Japon est en hausse de 1.7%. La Chine monte même de 0.7%. Finalement il n'y a que Hong Kong qui baisse, mais c'est marginal. Le pétrole et l'or ne font toujours rien et les futures sont indiqués en hausse de 0.7%, c'est presque étonnant après la fin de soirée d'hier.

Pour le reste, il n'y a que très peu de nouvelles, pour ne pas dire PAS. Les publications étaient minoritaires et les intervenants étaient surtout en train de se préparer pour tout ce qui arrive maintenant. N'oublions pas qu'il reste encore Apple et Facebook qui doivent publier cette semaine et vu tout le mal que l'on a dit récemment des titres de croissance comme les FAANG's, cela peut être à double tranchant. Si Apple venait à surprendre à la hausse – ce qui serait étonnant puisque tout le monde sait qu'Apple ne vend plus un téléphone depuis longtemps – ça pourrait créer une sorte de surprise, mais pas sûr que ça suffise tant que le problème des midterms et de la guerre économique ne sont pas réglés.

## Vivement... plus tard

Bref, vivement novembre, vivement le 7 novembre ou pas. Entre deux nous aurons droit à cette connerie de fête d'Halloween importée made in USA, histoire de se faire peur une dernière fois en octobre et puis après, on verra bien. En tous les cas l'ambiance est glaciale et pas que dans les courants d'air de la rue du Rhône.



Je ne vais pas vous embêter plus longtemps et m'en vais vous souhaiter une excellente journée – sans rire – et je retourne me mettre sous la couette parce que franchement, entre les marchés qui se pètent la figure et le vent et le froid, je ne vois vraiment aucune raison de sortir mettre le nez dehors.

On se retrouve demain en espérant qu'aujourd'hui ça sera « pile ça monte » qui sortira au grand loto de la finance mondiale. On peut rêver.

Thomas Veillet  
Investir.ch

“Forecasts may tell you a great deal about the forecaster; they tell you nothing about the

future.”

Make your own forecasts

– Warren Buffet